Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION

| | |
|---|---|
| **Secrétariat général**<br>**Service des ressources humaines**<br>**Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération**<br><br>**78, rue de Varenne**<br>**75349 PARIS 07 SP**<br>**0149554955** | **Note de mobilité**<br><br>**SG/SRH/SDCAR/2017-632**<br><br>**27/07/2017** |

**Date de mise en application :** Immédiate
**Diffusion :** Tout public

**Cette instruction n'abroge aucune instruction.**
**Cette instruction ne modifie aucune instruction.**
**Nombre d'annexes :** 22

**Objet :** Appel à candidature : 22 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

**Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) :**

- 1 poste de technicien de laboratoire microbiologiste (F/H) (agent contractuel CDD) à Nancy (54).

- 1 poste d'expert scientifique et technique AMM (F/H) (agent contractuel CDD ou titulaire de catégorie A) à Fougères (35).

- 1 poste de chargé de projets scientifiques et techniques en physico-chimie (F/H) ( agent contractuel CDD ou titulaire de catégorie A) à Maisons-Alfort (94).

- 1 poste de chef de projet technique – Architecte applicatif (F/H) (agent contractuel CDI ou titulaire de catégorie A+) à Maisons-Alfort (94).

- 1 poste de coordinateur d'étude et d'appui scientifiques relatifs aux risques physico-chimiques et aux impacts en santé humaine (F/H) (agent contractuel CDD) à Maisons-Alfort (94).

- 1 poste d'ingénieur de recherche développement analytique (F/H) (agent contractuel CDD) ) Maisons-Alfort (94).

- 1 poste d'agent administratif (F/H) (agent contractuel CDD) à Maisons-Alfort (94).

- 1 poste de chargé de projet scientifique et technique en bactériologie de l'abeille (F/H) (agent contractuel CDD) à Sophia Antipolis (06).

**Parcs nationaux** :

- 1 poste de directeur adjoint (F/H) (titulaire de catégorie A+) au parc national de la Réunion à la Plaine des Palmistes(974).

- 1 poste de chef du service territorial Vésubie au parc national du Mercantour (F/H) (titulaire de catégorie A ou agent contractuel ) à Saint Martin Vésubie (06).

- 1 poste de secrétaire général (F/H) (titulaire de catégorie A/A+ ou agent contractuel) au parc national de la Vanoise à Chambéry (73).

- 1 poste de chargé de mission appui au territoire et sensibilisation (F/H) (agent contractuel CDD) au parc national de la Vanoise à Chambéry (73).

- 1 poste de responsable ressources humaines (F/H) (titulaire de catégorie B/B+ ou agent contractuel) au parc national des Ecrins à GAP (05).

- 1 poste de gestionnaire ressources humaines (F/H) (titulaire de catégorie C ou agent contractuel) au parc national des Ecrins à Gap (05).

**Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS)** :

- 1 poste de technicien informatique (F/H) (titulaire de catégorie B) à Bordeaux (33) ou périphérie.

- 1poste de directeur des ressources humaines adjoint (F/H) (titulaire de catégorie A ou agent contractuel) à Paris 17ème.

- 1 poste d'adjoint au chef de département sur les volets administratifs et budgétaires (F/H) (titulaire de catégorie A) à Dry (45).

**Agence française pour la biodiversité (AFB) :**

- 1 poste de webmestre éditorial/rédacteur « Valorisation digitale scientifique et technique » (F/H) (titulaire de catégorie A ou agent contractuel CDI) à Montpellier (34).

- 1 poste de chef du service « Affaires européennes et internationales » (F/H) (titulaire de catégorie A) à Vincennes (94).

- 1 poste de chargé de mission « Stratégie Nationale Biodiversité » (F/H) (titulaire de catégorie A ou contractuel CDI) à Montpellier (34).

**Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) :**

1 poste d'économiste – analyste des politiques publiques (F/H) (titulaire de catégorie A/A+ / mise à disposition) à Paris 16ème.

**Conservatoire du littoral :**

1 poste de délégué de rivages pour la délégation Manche Mer du Nord (F/H) (titulaire de catégorie A/A+ ou agent contractuel CDI) à Wimereux (62).

La sous-directrice de la gestion
des carrières et de la rémunération

Noémie LE QUELLENEC

Date : 18/07/2017

| | |
|---|---|
| Poste à pourvoir | **Technicien de laboratoire microbiologiste (H/F)** |
| Catégorie d'emploi | **Agent contractuel de catégorie 3** |
| Type de contrat | **Contrat à durée déterminée de droit public d'une durée de 2 ans** |
| Localisation | **Nancy (54)** |
| Prise de fonction | **Octobre 2017** |
| Rémunération | ***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.*** |

## L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

**L'Anses en chiffres**

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

*Pour en savoir plus :* www.anses.fr

**Entité recruteuse**

Laboratoire d'Hydrologie de Nancy
Unité de microbiologie des eaux,

**Missions / contexte**

Le LHN intervient en particulier pour le compte de la direction générale de la santé (DGS) en tant que laboratoire national de référence sur les eaux. Parallèlement à ces missions, le laboratoire mène des activités de recherches dans le domaine de la chimie et de la microbiologie des eaux. L'unité de microbiologie des eaux réunit 6 personnes qui travaillent sur des pathogènes d'origines bactériens, parasitaires, viraux ou fongiques. Les thématiques abordées, portent sur le développement de méthodologies adaptées à la recherche de ces pathogènes dans les eaux; la conduite de campagnes visant à mesurer la présence de ces micro organismes dans divers milieux hydriques environnementaux; l'étude du comportement (survie, adhésion agrégation…) de ces pathogènes dans les milieux hydriques. L'acquisition de connaissances dans ces différents domaines contribue à mettre en place des modèles d'analyses quantitatives de risques destinés aux gestionnaires du risque. Les méthodologies développées permettent en outre de réaliser des missions d'investigations dans le cadre de Toxi Infections Alimentaires Collectives d'origines hydriques.
L'équipe est composée de 6 agents.

## DESCRIPTION DU POSTE

**Missions**

Sous l'autorité du responsable de l'unité de microbiologie des eaux, le Technicien de laboratoire microbiologiste est en charge des analyses d'identification de micro-organismes par des méthodes de biologie moléculaire et de spectrométrie de masse MALDI-TOF. Une caractérisation complémentaire des micro-organismes analysés via des techniques d'immunomarquage ou via l'emploi de tests biochimiques sera effectuée par l'agent.

**Activités**

A ce titre, l'agent devra :

- Analyser des micro-organismes bactériens, parasites et des virus entériques par culture et isolement sur milieu adapté.
- Identifier des micro-organismes par des techniques de biologie moléculaire, de séquençage et spectrométrie de masse MALDI-TOF
- Réaliser la création de spectres de références et recherche de biomarqueurs caractéristiques
- Participer à des études de recherches
- Assurer la gestion des matériels, des produits, des consommables et des installations
- Effectuer de la veille scientifique et technique
- Contribuer à la l'élaboration des documents qualité et au dispositif qualité

**Conditions particulières**

- Manipulation d'agents pathogènes de classe II et III
- Port d'équipement de protection individuelle (EPI)
- Déplacement possible sur le terrain

## PROFIL RECHERCHÉ

**Diplômes requis :** BAC + 2 en microbiologie apprécié
Minimum bac

**Expériences similaires**

- Une expérience dans le domaine de la microbiologie appliquée à l'hydrologie ou alimentaire est nécessaire
- Une expérience dans la caractérisation de souches est demandée

**Compétences**

- Culture et isolement de micro-organismes bactérien sur milieux sélectifs ou non.
- Caractérisation de micro-organismes par des techniques biochimiques.
- Maitrise des techniques de biologie moléculaire (Extraction génomique, PCR, séquençage...)
- Gestion de bases de données
- Aptitude au travail en équipe, capacité d'organisation et de rigueur
- Esprit d'initiative, mobilité indispensable pour répondre à des demandes particulières
- Respect des dispositions réglementaires, normatives et du système qualité
- Connaissance du domaine de la biosécurité et biosûreté (Exposition à des risques chimiques et biologiques)

## POUR POSTULER

**Date limite de réponse : 25 août 2017**

**Renseignements sur le poste :** Benoit GASSILLOUD (benoit.gassilloud@anses.fr, 03 83 38 87 25)

**Adresser les candidatures par courriel** (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2017-084 à :** recrutement@anses.fr

Date : 20/07/2017

| | |
|---|---|
| Poste à pourvoir | **Expert scientifique et technique AMM (H/F)** |
| Catégorie d'emploi | **Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A** |
| Type de contrat | **Contrat à durée déterminée de droit public d'une durée de 2 ans** |
| Localisation | **Fougères (35)** |
| Prise de fonction | **Dès que possible** |
| Rémunération | ***Selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.*** |

## L'AGENCE ET L'ENTITE D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

**L'Anses en chiffres**

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

*Pour en savoir plus :* www.anses.fr

**Département / Service recruteur** Agence Nationale du Médicament Vétérinaire (ANMV)

**Missions / contexte**

L'ANMV assure la gestion des décisions relatives au médicament vétérinaire notamment la délivrance des autorisations administratives relatives au médicament vétérinaire, la surveillance des effets indésirables des médicaments ainsi que le contrôle des établissements pharmaceutiques et la surveillance du marché des médicaments vétérinaires.

Le département Autorisation de mise sur le marché a en charge l'évaluation des médicaments vétérinaires chimiques et des médicaments à base de plantes, ainsi que des médicaments immunologiques. Il prépare les décisions administratives qui découlent de l'évaluation en vue de l'octroi ou du refus des AMM.

L'unité d'évaluation des médicaments chimiques est composée de 19 scientifiques et une assistante.

## DESCRIPTION DU POSTE

**Missions**

Rattaché au chef d'Unité d'Evaluation des Médicaments chimiques, et travaillant au sein d'une équipe d'évaluateurs pluridisciplinaire, le scientifique recruté est chargé de l'évaluation du volet efficacité des dossiers de demandes d'AMM selon les procédures nationale et communautaire.

Il participe en concertation avec les autres évaluateurs à l'élaboration des Résumés des Caractéristiques des Produits.

**Activités**

A ce titre l'agent devra :

- Expertiser les données proposées en fonction de l'état actuel des connaissances scientifiques et des lignes directrices européennes existantes.
- Etablir sur cette base un rapport de synthèse en anglais ou en français
- Contribuer à l'évaluation du rapport bénéfice/risque, sur lequel est fondée la décision d'AMM
- Respecter les délais réglementaires de l'évaluation

Dans le cadre de ce travail, des contacts avec les experts des autres Etats Membres, l'industrie, les professionnels de santé ainsi que des déplacements occasionnels en France et à l'étranger sont à envisager.

**Conditions particulières**.

Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

## PROFIL RECHERCHÉ

**Diplômes requis**

Docteur vétérinaire
Bac+3 minimum

**Expériences similaires**

- Expérience en matière d'essais cliniques ou précliniques
- Expérience de 3 ans minimum en médecine des ruminants et /ou des animaux de compagnie souhaitée.

**Compétences**

- Réglementation nationale et européenne du médicament vétérinaire
- Méthodologie des essais d'efficacité
- Statistiques appliquées aux essais cliniques
- Analyse bibliographique
- Esprit critique, rigueur scientifique
- Capacité de synthèse
- Bonnes capacités rédactionnelles
- Travail en équipe.
- Capacité d'organisation,
- Maîtrise de l'anglais scientifique et technique (lu, parlé, écrit).
- Maîtrise des outils de bureautique (Word, Excel, Powerpoint)

## POUR POSTULER

**Date limite de réponse : 1er septembre 2017**

**Renseignements sur le poste :**

- Mme Laure BADUEL, chef de l'unité d'évaluation des médicaments chimiques (laure.baduel@anses.fr) au 02.99.94.78.60
- Mme Hélène AMAR, chef du département Autorisation de mise sur le marché (helene.amar@anses.fr)

**Adresser les candidatures par courriel** (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2017-085 à :** recrutement@anses.fr

Date : 20/07/2017

| | |
|---|---|
| Poste à pourvoir | **Chargé de projets scientifiques et techniques en physico-chimie (H/F)** |
| Catégorie d'emploi | **Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A** |
| Type de contrat | **Contrat à durée déterminée de droit public d'une durée de 2 ans** |
| Localisation | **Maisons-Alfort (94)** |
| Prise de fonction | **Dès que possible** |
| Rémunération | ***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.*** |

## L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

**L'Anses en chiffres**

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

*Pour en savoir plus :* www.anses.fr

**Entité recruteuse**

Laboratoire de Sécurité des Aliments, site de Maisons-Alfort
Département contaminants chimiques des aliments
Unité Pesticides et Biotoxines Marines

**Missions / contexte**

Le laboratoire de sécurité des aliments, site de Maisons-Alfort intervient sur les dangers biologiques et chimiques pouvant affecter la sécurité sanitaires des aliments. Il participe, dans son domaine d'intervention, à l'accomplissement des missions de référence, de recherche, d'expertise, d'épidémiologie, de veille scientifique et technique de l'Agence.
L'unité, constituée de 16 personnes, est chargée de l'étude de la contamination des chaînes alimentaires de l'homme par certains pesticides et biotoxines marines.
L'unité possède trois mandats de Laboratoire National de Référence (LNR) sur les thématiques suivantes : résidus de pesticides dans les denrées animales et d'origine animale par des méthodes multirésidus, résidus de pesticides par méthode monorésidus dans l'ensemble des matrices alimentaires, et biotoxines marines.
L'Unité dispose d'une plateforme analytique comprenant des systèmes de chromatographie liquide avec détection en UV ou en fluorescence (HPLC-UV, HPLC-FD) et des systèmes de chromatographie liquide/gazeuse couplés à la spectrométrie de masse (LC-MS/MS Triple quadrupole, LC-Q/TOF, LC-Q/trap, GC-MS/MS Triple quadrupole**)**

## DESCRIPTION DU POSTE

**Missions**

Sous l'autorité hiérarchique du Chef d'unité, et en lien avec le responsable de l'équipe Biotoxines Marines pour les aspects scientifiques, le chargé de projets devra conduire le projet de développement de méthode d'analyse de biotoxines marines dans différentes matrices ainsi que leurs validations.

**Activités**

A ce titre, l'agent devra :

- Réaliser une étude critique de la bibliographie
- Développer des méthodes d'analyse de biotoxines marines émergentes
- Caractériser/Valider des méthodes
- Réaliser des essais d'intercomparaison
- Valoriser les travaux (publication écrites, communication orales ou par affiche)

**Conditions particulières**

- Pas de contre-indication médicale pour travailler en laboratoire.

## PROFIL RECHERCHÉ

**Diplômes requis :** Bac + 5 en chimie analytique souhaité

**Expériences similaires**

- Expérience pratique de la chromatographie en phase liquide couplée à la spectrométrie de masse et du traitement de l'échantillon
- Expérience appréciée dans le domaine des toxines
- Une première expérience en validation de méthode est souhaitée
- Expérience de gestion de projet

**Compétences**

- Connaissances confirmées en chromatographie en phase liquide et en spectrométrie de masse
- Connaissances des techniques d'extraction et de purification appliquées à l'analyse de matrices complexes
- Connaissances des référentiels de validation de méthode
- Capable de valoriser les résultats sous forme écrite ou orale
- Autonome, organisé avec le sens du détail, esprit critique dans l'interprétation des résultats, force de proposition, capable d'initiative, de partager son expérience et de rendre compte de ses travaux
- Sensibilité à la politique d'assurance qualité et aux règles d'hygiène et de sécurité au laboratoire
- Maîtrise de l'anglais scientifique (communication écrite et orale)
- Forte appétence pour les aspects techniques (paramétrages, maintenance….)

## POUR POSTULER

**Date limite de réponse : 11 août 2017**

**Renseignements sur le poste :** Mme Gwenaëlle LAVISON-BOMPARD, gwenaelle.lavison-bompard@anses.fr (01 49 77 46 74) ou Mme Marina NICOLAS, marina.nicolas@anses.fr (01 49 77 27 39)

**Adresser les candidatures par courriel** (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2017-086 à :** recrutement@anses.fr

Date : 20/07/2017

| | |
|---|---|
| Poste à pourvoir | **Chef de projet technique – Architecte applicatif (H/F)** |
| Catégorie d'emploi | **Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+** |
| Type de contrat | **Contrat à durée indéterminée, détachement ou affectation** |
| Localisation | **Maisons-Alfort (94)** |
| Prise de fonction | **Dès que possible** |
| Rémunération | ***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.*** |

## L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

**L'Anses en chiffres**

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

*Pour en savoir plus :* www.anses.fr

| | |
|---|---|
| **Entité recruteuse** | Direction Technique et Informatique<br>Service Etudes et Développement |
| **Missions / contexte** | Le Service Etudes et Développement :<br>• est responsable de l'architecture applicative du système d'information et de la mise en œuvre du SDSI (schéma directeur des SI)<br>• assiste les directions métiers MOA<br>• conçoit, met en œuvre et maintient en conditions opérationnelles les applications métiers (expertise, appui aux évaluations, activités de laboratoires), de gestion (finances, ressources humaines, gestion du temps) et de communication (Intranet/ Extranet)<br>• réalise lui-même ou fait appel à des prestations extérieures.<br><br>L'équipe est composée de 9 agents. |

## DESCRIPTION DU POSTE

**Missions**

Sous l'autorité du chef du Service Etudes et développement, le « Chef de projet Technique – Architecte applicatif », ayant une expertise technique confirmée et une capacité à appréhender les sujets fonctionnels, conçoit, développe ou gère les développements autour des technologies de nature transverse à plusieurs applications comme le décisionnel, l'ETL et les nouvelles technologies (Web, Java, JEE…).
L'enjeu principal est d'initier des projets nouveaux, d'innover, et de réaliser des prototypes pour valider la faisabilité puis de faire industrialiser la solution par un prestataire.
Il garantit la cohérence de l'architecture des différentes applications sur les principes fondamentaux élaborés dans le cadre d'une architecture de référence au niveau de l'Anses.
Il met en relation les études et l'exploitation en intégrant les contraintes du développement et les exigences de l'exploitation
Il assure le support de niveau 2/3 sur des applications informatiques complexes

**Activités**

- Participer à la modélisation et la conception de l'architecture du SI de l'agence
- Développer des composants/logiciels/ applications et/ou en élaborer les conceptions techniques
- Apporter conseil et expertise dans son périmètre d'intervention
- Gérer et suivre le portefeuille des demandes d'assistance
- Piloter la réalisation technique confiée aux prestations : proposer les architectures techniques, s'assurer de la conformité des livrables
- Traiter les demandes ou incidents et mettre en œuvre les corrections ou ajustements nécessaires
- Analyser et réaliser un diagnostic de la situation rencontrée puis le synthétiser et le formuler de manière adaptée

**Conditions particulières**

## PROFIL RECHERCHÉ

**Diplômes requis :** BAC+5 en informatique souhaité

**Expériences similaires**

- 5 années minimum
- La connaissance de BO serait un plus
- La connaissance R / R-Shiny serait un plus
- La connaissance de la GED Alfresco serait un plus

**Compétences**

- Curiosité et appétence pour le travail en collaboration avec des scientifiques
- Faire preuve d'innovation et de créativité
- Maîtriser la technique et le fonctionnel liés aux applications informatiques
- Maîtriser les outils et les langages Web (Java, AngularJS …)
- Maîtriser des bases de données (Oracle, PostgreSQL, MySQL, SQL server)
- Maîtriser les procédures et l'outil de gestion des demandes et incidents
- Coordonner l'activité des prestataires
- Maîtriser l'adéquation entre la MOA et la solution proposée
- Développer et/ou administrer une base de données et/ou des plateformes de décisionnelles
- Maîtriser la méthodologie de programmation
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe
- Capacités rédactionnelles avérées et aptitudes à la communication orale
- Capacité d'analyse et de synthèse

## POUR POSTULER

**Date limite de réponse : 10 septembre 2017**

**Renseignements sur le poste :** Arnaud PARALIEU (arnaud.paralieu@anses.fr)

**Adresser les candidatures par courriel** (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2017-087 à :** recrutement@anses.fr

Date: 21/07/2017

| | |
|---|---|
| Poste à pourvoir | **Coordinateur d'étude et d'appui scientifiques relatifs aux risques physico-chimiques et aux impacts en santé humaine (H/F)** |
| Catégorie d'emploi | **Agent contractuel de catégorie 2** |
| Type de contrat | **Contrat à durée déterminée de droit public de 6 mois** |
| Localisation | **Maisons-Alfort (94)** |
| Prise de fonction | **Dès possible** |
| Rémunération | ***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.*** |

## L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

**L'Anses en chiffres**

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

*Pour en savoir plus :* www.anses.fr

**Entité recruteuse**

Direction de l'évaluation des risques (DER)
Unités Observatoire des résidus de pesticides » (UPO)

**Missions / contexte**

La DER assure l'ensemble des missions d'évaluation dans le domaine des bénéfices et des risques nutritionnels et sanitaires liés à l'alimentation, des risques liés à la santé-environnement, à la santé au travail, à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux ainsi qu'à la santé des végétaux. Elle fait appel aux collectifs d'experts constitués auprès de l'Agence en coordonnant leurs travaux. Elle peut également faire appel aux compétences scientifiques de ses personnels, et travaille en liaison avec les autres entités de l'Agence. Dans son domaine de compétence, elle assure des missions d'alerte et de vigilance, organise les études et enquêtes nécessaires à la collecte des données utiles à ses travaux d'expertise, gère les observatoires et bases de données qui y sont associés et mène à bien les développements méthodologiques nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

L'UPO, composée de 12 agents (agronome, épidémiologiste, expologue, écotoxicologue, statisticien), est notamment chargée de la mise en œuvre du dispositif de phytopharmacovigilance (PPV) dont l'objectif est de surveiller les effets indésirables des produits phytopharmaceutiques sur la santé humaine, animale et végétale ainsi que sur la contamination des milieux et l'apparition des phénomènes de résistances. Son activité repose sur un réseau de partenaires ainsi que sur la collecte de signalements d'effets indésirables et leur interprétation. Elle met en place des études pour générer de la connaissance dans son domaine de compétence.

## DESCRIPTION DU POSTE

**Missions**

Sous l'autorité du chef d'unité l'agent sera principalement en charge de participer :

- au suivi des partenaires de la phytopharmacovigilance (PPV) et des études épidémiologiques mises en œuvre dans le cadre de la PPV pour la thématique des effets chroniques en santé humaine.

**Activités**

A ce titre, la personne recrutée devra :

- Organiser le suivi des partenaires de la PPV pour la thématique des effets chroniques en santé humaine,
- Contribuer à l'interprétation des données générées par ces partenaires,
- Participer à la production des livrables de la PPV,
- Présenter les travaux devant le GT « phytopharmacovigilance » et les CES ou GT dédiés de l'Agence.

L'agent sera amené à apporter un appui à l'unité Méthodologies et Etudes en modélisant des apports usuels à partir de données recueillies dans le cadre de l'étude INCA3, des données de composition nutritionnelle de la table Ciqual ainsi que des données de contamination des aliments issues du projet EAT2.

**Conditions particulières** Le titulaire de ce poste est soumis à une déclaration publique d'intérêts*.

** Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

## PROFIL RECHERCHÉ

**Diplômes requis :** Master 2 en épidémiologie en santé humaine ou en modélisation statistique/mathématique, ou Ingénieur agronome avec spécialisation statistiques
Minimum bac+3

**Expérience similaire :**

- Une première expérience en modélisation statistique/mathématique dans le domaine de la sécurité sanitaire ou en alimentation serait un plus.

**Compétences :**

- Compétences en statistiques et/ou modélisation mathématique
- Connaissance de logiciels statistiques (R, Stata,…)
- Bon niveau d'anglais scientifique (oral et écrit)
- Capacité à travailler en équipe, autonomie et rigueur, réactivité
- Aptitudes rédactionnelles, capacité de synthèse et de présentation orale

## POUR POSTULER

**Date limite de réponse :** 31 août 2017

**Renseignements sur le poste :** Mathilde MERLO (mathilde.merlo@anses.fr).

**Adresser les candidatures par courriel** (lettre de motivation + CV) **en indiquant la référence 2017-088 à recrutement@anses.fr**

Date : 21/07/2017

| | |
|---|---|
| Poste à pourvoir | **Ingénieur de recherche développement analytique (H/F)** |
| Catégorie d'emploi | **Agent contractuel de catégorie 2** |
| Type de contrat | **Contrat à durée déterminée de droit public de 9 mois** |
| Localisation | **Maisons-Alfort** |
| Prise de fonction | **Dès que possible** |
| Rémunération | ***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.*** |

## L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

**L'Anses en chiffres**

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

*Pour en savoir plus :* www.anses.fr

| | |
|---|---|
| **Entité recruteuse** | Laboratoire de Sécurité des Aliments, site de Maisons-Alfort<br>Département contaminants chimiques des aliments<br>Unité Pesticides et Biotoxines Marines |
| **Missions / contexte** | Le laboratoire de sécurité des aliments, site de Maisons-Alfort intervient sur les dangers biologiques et chimiques pouvant affecter la sécurité sanitaires des aliments. Il participe, dans son domaine d'intervention, à l'accomplissement des missions de référence, de recherche, d'expertise, d'épidémiologie, de veille scientifique et technique de l'Agence.<br>L'unité, constituée de 16 personnes, est chargée de l'étude de la contamination des chaînes alimentaires de l'homme par certains pesticides et biotoxines marines.<br>L'unité possède trois mandats de Laboratoire National de Référence (LNR) sur les thématiques suivantes : résidus de pesticides dans les denrées animales et d'origine animale, résidus de pesticides par méthode monorésidus dans l'ensemble des matrices alimentaires, et biotoxines marines.<br>L'unité dispose d'une plateforme analytique comprenant des systèmes de chromatographie liquide avec détection en UV ou en fluorescence (HPLC-UV, HPLC-FD) et des systèmes de chromatographie liquide/gazeuse couplés à la spectrométrie de masse (LC-MS/MS Triple quadrupole, LC-Q/TOF, LC-Q/trap, GC-MS/MS Triple quadrupole**)** |

## DESCRIPTION DU POSTE

**Missions**

Sous l'autorité hiérarchique du chef d'unité, et en lien étroit avec le chef de projet INSSICCA (stratégie innovante pour sécuriser les productions animales dans les zones contaminées en chlordécone, ANR) l'ingénieur de recherche devra s'impliquer de façon dynamique dans les activités de développement et de recherche liées à cette thématique. Cela lui permettra de développer et de mettre en œuvre des méthodes d'extraction de la chlordécone en matrice animale (foie, muscle, fèces, sang) suivant divers protocoles d'extraction, notamment Quechers. Par la suite, il lui sera demandé de transposer sur un LC-Q/TOF une méthode développée sur un LC-Q/trap, de caractériser cette « nouvelle » méthode analytique, de la mettre en œuvre sur des échantillons réels et cela suivant une approche ciblée et non-ciblée afin de détecter d'éventuels métabolites.

En outre, il sera en charge de la valorisation de ses travaux sous forme de communication orale et/ou de publication de rang A.

**Activités**

A ce titre, l'agent devra :

- Développer des méthodes et/ou d'analyse
- Réaliser un protocole technique d'analyse
- Rédiger un rapport d'analyse
- Valider les résultats d'analyse
- Valoriser les travaux (publication écrites, communication orales ou par affiche)

**Conditions particulières** - Pas de contre-indication médicale pour travailler en laboratoire.

## PROFIL RECHERCHÉ

**Diplômes requis :** Bac + 5 ou diplôme d'ingénieur
Minimum bac+3

**Expériences similaires**

- Expérience en chromatographie (en phase liquide et/ou en phase gazeuse) et en spectrométrie de masse haute résolution

**Compétences**

- Connaissances confirmées en chromatographie (en phase liquide et/ou en phase gazeuse) et en spectrométrie de masse haute résolution
- Connaissances des techniques d'extraction et de purification appliquées à l'analyse de traces
- Connaissances en traitements de données (chimiométrie)
- Capacité à développer et valider une méthode d'analyse
- Capacité d'intervention sur certain dépannage et sur la maintenance des appareils
- Capacité de rédaction de note de synthèse et de publications
- Bonnes capacités de communication orale et écrite en français et anglais
- Capable de valoriser les résultats sous forme écrite ou orale
- Capable de mener des travaux de recherche et de développement en mode « gestion de projet »
- Autonome, capable d'initiative, de partager son expérience et de rendre compte de ses travaux
- Sensibilité à la politique d'assurance qualité et aux règles d'hygiène et de sécurité au laboratoire

## POUR POSTULER

**Date limite de réponse :** 21 août 2017

**Renseignements sur le poste :** Julien PARINET (julien.parinet@anses.fr)
Gwenaelle LAVISON-BOMPARD (gwenaelle.lavison-bompard@anses.fr)

**Adresser les candidatures par courriel** (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2017-089 à :** recrutement@anses.fr,

Date : 24/07/2017

| | |
|---|---|
| Poste à pourvoir | **Agent administratif (H/F)** |
| Catégorie d'emploi | **Agent contractuel de catégorie 4** |
| Type de contrat | **Contrat à durée déterminée de droit public de 12 mois** |
| Localisation | **Maisons-Alfort (94)** |
| Prise de fonction | **Septembre 2017** |
| Rémunération | ***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.*** |

## L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs. Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

**L'Anses en chiffres**

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

*Pour en savoir plus :* www.anses.fr

**Entité recruteuse**

Laboratoire de santé animale, Maisons-Alfort
UMR1161 de Virologie

**Missions / contexte**

L'Unité Mixte de Recherche (UMR) 1161 « Virologie » est une entité de recherche en santé animale et santé publique vétérinaire placée sous la tutelle conjointe de l'INRA (Département de Santé Animale), de l'ANSES (Laboratoire de santé Animale) et de l'Ecole Nationale Vétérinaire d'Alfort. Ses activités sont centrées sur les viroses animales responsables de graves épizooties ou à risque zoonotique et/ou d'émergence, qui présentent une menace pour la sécurité sanitaire de l'alimentation et la santé humaine et vétérinaire**.** Elle est constituée de cinq équipes de recherche : vaccins adénoviraux ; émergence virale des ruminants ; virus entériques et barrière d'espèces ; biologie des picornavirus et neurovirologie de zoonoses.

L'UMR héberge aussi des laboratoires de référence à l'échelle internationale (laboratoire de référence de l'OIE pour la maladie épizootique hémorragique), européenne (laboratoire de référence de l'UE pour les maladies équines, incluant la fièvre West Nile et les encéphalites équine exotiques) ou nationale (laboratoires nationaux de référence pour la fièvre catarrhale ovine, la fièvre aphteuse, la stomatite vésiculeuse, la maladie vésiculeuse des suidés, la peste équine et la fièvre West Nile).

L'effectif de l'UMR est d'une cinquantaine de personnes.

## DESCRIPTION DU POSTE

**Missions**

Sous l'autorité hiérarchique du directeur d'UMR, l'agent administratif a pour mission d'apporter son appui dans la prise en charge et le suivi des actions administratives en lien avec les activités de l'UMR. Il contribue à l'optimisation, la simplification, l'harmonisation et la mise en œuvre des procédures d'appui administratif au sein de 'UMR.

**Activités**

L'agent intervient en particulier pour les missions suivantes :

- Assurer un accueil téléphonique et/ou physique
- Apporter une aide dans l'élaboration de documents scientifiques et administratifs pour l'UMR (ordres de mission, états de frais, pré-bons de commande, dossiers d'investissement, rapports, devis, lettre d'intention, présentations, courrier..) et en assurer le suivi puis l'archivage.
- Collecter des données d'activités et les mettre en forme (reporting, saisie de données, liste de publications,..)
- Initier et suivre l'ensemble des commandes de fonctionnement pour l'unité : réceptionner les livraisons, coordonner l'envoi de colis, réceptionner les colis, échantillons
- Initier et suivre les demandes d'intervention des services techniques de l'Anses (DTI).
- Conseiller et aider les agents de l'UMR sur les différentes procédures administratives.
- Archiver des dossiers et/ou documents (papier/électronique)

**Conditions particulières**

- Respect des règles de confidentialité

## PROFIL RECHERCHÉ

**Diplômes requis :** CAP/BEP secrétariat
Bac dans le domaine du secrétariat / administratif serait apprécié

**Expériences similaires**

- Expérience appréciée dans le domaine du secrétariat
- Expérience au sein d'un laboratoire appréciée.

**Compétences**

- Bonnes aptitudes rédactionnelles
- Maitrise des outils informatiques (pack office, pro logiciels),
- Maîtriser les techniques de classement
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe
- Aptitude organisationnelle, rigoureux(se) et réactive
- Autonomie, sens pratique, capacité d'initiative

## POUR POSTULER

**Date limite de réponse** : 21 août 2017

**Renseignements sur le poste** : Stéphan ZIENTARA, directeur d'UMR stephan.zientara@anses.fr (0143967280) ou Jennifer Richardson ; directrice adjointe de l'UMR, jennifer.richardson@vet-alfort (0143967041)

**Adresser les candidatures par courriel** (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2017-090 à : recrutement@anses.fr**

Date : 24/07/2017

| | |
|---|---|
| Poste à pourvoir | **Chargé(e) de projet scientifique et technique en bactériologie de l'abeille (H/F)** |
| Catégorie d'emploi | **Agent contractuel de catégorie 2** |
| Type de contrat | **Contrat à durée déterminée de droit public (18 mois)** |
| Localisation | **Sophia Antipolis (06)** |
| Prise de fonction | **Dès que possible** |
| Rémunération | ***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.*** |

## L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

**L'Anses en chiffres**

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

*Pour en savoir plus :* www.anses.fr

**Entité recruteuse**

Laboratoire de Sophia Antipolis / Unité de Pathologie de l'Abeille

**Missions / contexte**

L'Unité Pathologie de l'Abeille est Laboratoire National de Référence (LNR) et Laboratoire de Référence de l'Union Européenne (LRUE) pour la santé des abeilles ainsi que laboratoire de référence de l'OIE. Dans le cadre du mandat LRUE, le laboratoire recrute un bactériologiste pour assurer les activités de référence couvrant la mise au point de méthodes et leur validation, l'organisation d'essais interlaboratoires et l'animation de réseaux de laboratoires ainsi que les actions de recherche qui soutiennent ses activités de référence dans ce domaine. L'agent recruté sera intégré dans l'Unité de Pathologie de l'Abeille composée de 16 agents.

## DESCRIPTION DU POSTE

**Missions**

Sous l'autorité du Chef d'Unité et en lien étroit avec le responsable du LRUE, l'agent recruté aura en charge notamment la mise au point et la validation de méthodes de détection, d'identification et de quantification des agents bactériens pathogènes de l'abeille dans différentes matrices pour leur mise sous accréditation COFRAC. Il assurera, dans le cadre du LRUE, la diffusion des méthodes, la réalisation des essais inter-laboratoires dans son domaine, la formation et l'information auprès des laboratoires du réseau européen et mènera ces différentes taches en lien avec les activités du LNR. Il gèrera la production de matériel biologique nécessaire à sa thématique. L'agent participera à la gestion scientifique et technique du LRUE, à la définition des programmes et à la gestion de la correspondance avec les LNR européens et la Commission Européenne. Dans ces taches techniques l'agent sera appuyé par un technicien en bactériologie dont il devra gérer l'activité en concertation avec le chef d'Unité.

**Activités**

L'agent sera responsable des activités en bactériologie de l'abeille du LRUE. Ses activités principales seront :

- l'adaptation, l'optimisation, le développement et la validation des méthodes de diagnostic et de détection, d'identification et de quantification des bactéries *Paenibacillus larvae* et *Melissococcus plutonius* sur différentes matrices ainsi que la rédaction des rapports de validation,
- le maintien et la poursuite de l'accréditation COFRAC des techniques de diagnostic de son domaine,
- la production de matériaux de référence, leur fourniture aux laboratoires demandeurs,
- l'organisation des essais inter-laboratoires et la rédaction des rapports,
- l'organisation, sous assurance qualité, des analyses officielles confiées au laboratoire et la confirmation de résultats d'analyse,
- la soumission de protocole de référence (ex : auprès de l'OIE),
- l'actualisation, l'organisation et le suivi des souchothèques,
- l'organisation de sessions de formation sur les méthodes de diagnostic de son domaine,
- l'appui scientifique et technique aux laboratoires officiels,
- la veille scientifique et technique et la rédaction d'articles scientifiques.

Il participera, en concertation avec les responsables du LRUE et de l'Unité, à :

- la définition des programmes de travail dans son domaine,
- la rédaction des rapports annuels,
- l'organisation des rencontres annuelles et groupes de travail,
- aux conférences, réunions et demandes d'appui scientifique et technique,
- à la gestion de la correspondance du LRUE et de l'Unité notamment avec la Commission Européenne (emails, site internet LRUE).

**Conditions particulières**

Absence d'appréhension à manipuler les abeilles et d'allergie à leurs piqûres

## PROFIL RECHERCHÉ

**Diplômes requis :** Master ou doctorat en sciences dans le domaine de la bactériologie ou diplôme de niveau équivalent
Minimum bac+3

**Expériences similaires**

- Une bonne expérience en laboratoire dans le domaine de la référence (développement de méthodes, assurance qualité, organisation et gestion d'essais inter laboratoires) est souhaitée.
- Une expérience internationale sera un plus apprécié.

**Compétences**

- Développement de techniques en bactériologie (biologie moléculaire, microscopie, culture)
- Sens de l'organisation et de la planification
- Savoir animer et coordonner ses activités dans le cadre de projets scientifiques
- Savoir situer et intégrer son activité dans le cadre d'un collectif de travail
- Autonomie, aptitude au dialogue avec les scientifiques étrangers
- Qualités relationnelles et capacités de dialogue et de travail en équipe
- Sensibilité à la politique d'assurance qualité et aux règles d'hygiène et de sécurité au laboratoire
- Connaissance des référentiels de validation de méthodes
- Maîtrise de l'anglais (lu, écrit, parlé) impérative

## POUR POSTULER

**Date limite de réponse : 25 août 2017**

**Renseignements sur le poste :** Marie-Pierre RIVIERE, adjointe au chef de l'Unité Pathologie de l'Abeille (Tél : 04 92 94 37 23) ; Richard THIERY, Directeur du laboratoire de l'Anses Sophia Antipolis (Tél : 04 92 94 37 21)

**Adresser les candidatures par courriel** (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2017-092 à :** recrutement@anses.fr

Parc national de La Réunion

N° 57/2017

# Directeur adjoint

APPEL A CANDIDATURES

**Conditions d'accès**
Poste de catégorie A+ ouvert en priorité aux personnels titulaires de la fonction publique d'État ou de la fonction publique territoriale ayant une expérience dans une fonction d'encadrement et de management au sein d'un service public et en matière d'ingénierie de projet.

Le poste de Directeur adjoint sera pourvu préférentiellement par voie de détachement sur contrat de 3 ans.

**Le poste est à pourvoir au plus tard le : 1er décembre 2017**

## 1. Contexte

### *1.1. Le territoire et les enjeux*

Le Parc national de la Réunion a été créé le 5 mars 2007, à la suite de la loi du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, avec la volonté de préserver un environnement remarquable en prenant en compte les particularités locales. Le patrimoine naturel réunionnais se caractérise par un volcanisme encore actif, un endémisme très important et une grande diversité d'habitats et de paysages.

Le parc national de La Réunion, comprend deux zones distinctes :

- Un cœur de parc (105 000 ha), composé en totalité de zones d'intérêt écologique faunistique et floristique, mais aussi de paysages naturels et culturels. Le cœur présente ainsi la particularité d'inclure « un cœur habité » (cirque de Mafate et Ilet des Salazes) non accessible par la route et abritant environ 750 habitants. Un schéma d'aménagement des « îlets » de ce cœur habité a été réalisé sous maîtrise d'ouvrage des collectivités territoriales. Le cœur de parc inclus également des secteurs de « cœurs cultivés » où des activités agricoles (maraîchage, pastoralisme) ou sylvicoles sont reconnues et autorisées.
- Une aire ouverte à l'adhésion (88 000 ha) regroupant des territoires ruraux où vivent environ 160 000 habitants. L''établissement n'y dispose pas de pouvoir réglementaire mais a pour rôle d'accompagner un développement durable fondé sur la solidarité écologique avec le cœur. Cette aire regroupe les paysages naturels et ruraux des Hauts qui présentent un lien de solidarité écologique et sociale avec le cœur du parc.

Sur les 24 communes de l'île, 23 ont une partie classée et toutes sont concernées par l'aire ouverte à l'adhésion de 87.000 ha soit 35 % de la surface de la Réunion. Globalement la superficie maximale du parc national couvre donc 77 % de la superficie de l'île.

Le cœur du parc national et quelques sites contigus ont été inscrits le 1er août 2010 par l'UNESCO sur la Liste du patrimoine mondial, au titre des critères (vii) paysages et (x) biodiversité. L'établissement public du Parc national a été désigné gestionnaire de ce bien.

Dans le contexte de l'île qui connaît une pression démographique et urbaine forte, l'établissement public a un rôle de premier plan à jouer dans la préservation et la mise en valeur de cet ensemble unique marqué par la richesse de la biodiversité et des habitats naturels rares, mais aussi dans la mise en œuvre d'un développement durable des territoires ruraux de l'aire d'adhésion. La Charte du parc national de La Réunion, approuvée par le décret n° 2014-049 du 21 janvier 2014, traduit cet objectif d'équilibre entre préservation et développement.

L'action de l'établissement est encadrée par cette Charte, bâtie autour de quatre enjeux majeurs, déclinés en objectifs et orientations. Une carte des vocations complète le projet de territoire, qui vaut aussi plan de gestion du Bien inscrit par l'UNESCO. Des modalités d'application de la réglementation du cœur précisent le volet réglementaire déjà en place à travers le décret de création du Parc national de La Réunion et les textes sur lesquels il se fonde.

Sur les 24 communes de l'île, 17 ont fait en 2014 le libre choix d'adhérer à la Charte. Des conventions d'application sont établies avec ces communes adhérentes, pour formaliser les axes de travail et les projets partagés pour une période triennale. Des démarches sont également engagées avec les 7 communes non adhérentes afin de les convaincre de l'intérêt de l'adhésion.

Les limites de l'aire ouverte à l'adhésion correspondent à celles des « Hauts » de l'île, qui ont fait l'objet depuis une quarantaine d'années d'une politique spécifique : Plan d'aménagement des Hauts devenu Plan de Développement des Hauts Ruraux. Fin 2014, ce dispositif a laissé la place à un nouveau cadre stratégique partagé, dont plusieurs axes s'appuient sur la Charte. Le Secrétariat général des Hauts est au centre de la mise en œuvre de ce nouveau dispositif.

Outre ses missions de surveillance et de connaissance du patrimoine naturel et culturel, la signature et l'exécution des conventions et contrats de mise en œuvre de la charte seront l'occasion pour le Parc national de relever plusieurs défis:

- accueillir tous les publics et plus largement mener des actions de sensibilisation à la protection de l'environnement et au développement durable;
- améliorer son intégration dans les dynamiques locales en s'affirmant comme un outil de développement durable innovant, notamment en confortant son implication dans le secrétariat général des Hauts et mettant à disposition des collectivités territoriales ses compétences dans le cadre des politiques locales d'aménagement et de développement durable;
- identifier les nouvelles pistes de financement qui seront nécessaires pour financer ces actions, au-delà des moyens propres de l'établissement.

Enfin, une attention spéciale devra être portée au processus de rattachement à l'agence française pour la biodiversité et aux réflexions en cours sur la création d'une agence régionale pour la biodiversité.

## *1.2. L'établissement public du Parc national de la Réunion*

Le Parc national de la Réunion est un établissement public administratif dont le siège est installé dans la commune de la Plaine des Palmistes et placé sous la tutelle du ministère chargé de l'environnement. L'établissement emploie environ 80 personnels.

Comme pour les autres Parcs nationaux, l'établissement assure trois missions:

- connaître et protéger les patrimoines
- accompagner le territoire vers un développement durable ;
- accueillir et sensibiliser.

L'établissement public est également composé d'un siège et de quatre représentations territoriales dites « secteurs », installés à la Plaine des Palmistes (secteur Est), Trois-Bassins (Secteur Ouest), la Petite-Ile (Secteur Sud) et Saint Denis (secteur Nord).

Le siège regroupe la direction, le secrétariat général et 3 services techniques :

- le Service communication et pédagogie (SCP) qui pilote les actions de communication ainsi que les actions d'éducation à l'environnement et de sensibilisation du public,
- le Service études et patrimoine (SEP), qui pilote la stratégie scientifique de connaissance et de conservation,
- le Service d'appui à l'aménagement et au développement durable (SAADD), qui pilote l'encadrement et l'accompagnement des activités en cœur de parc et en aire d'adhésion.

L'établissement est administré par un Conseil d'administration, composé de 88 représentants des différentes administrations concernées, des collectivités territoriales, des représentants des acteurs locaux et usagers ainsi que de personnalités qualifiées, et un représentant du personnel. Un Conseil scientifique et un Conseil économique, social et culturel entourent le Conseil d'administration et le Directeur.

L'établissement participe aussi au processus de mutualisation des services et des compétences, engagé par l'établissement public «Parcs nationaux de France» (PNF), intégré à partir de 2017 à l'Agence française pour la biodiversité (AFB).

Le contrat d'objectifs (COB) 2015-2017 de l'établissement public avec la tutelle s'articule autour de 6 six domaines d'activités, communs à l'ensemble des parcs nationaux :

- produire et diffuser les connaissances sur le patrimoine des territoires classés en parc national ;
- protéger et restaurer un patrimoine naturel, culturel et paysager exceptionnel ;
- accompagner les acteurs du territoire dans une logique de développement durable ;
- faire connaître le patrimoine et accueillir les visiteurs ;
- piloter la politique des parcs nationaux ;
- gérer l'établissement public.

## 2. Définition du poste et profil souhaité

### *2.1. Statut :*

Titulaire de catégorie A+ de la fonction publique d'Etat ou de la fonction publique territoriale ou contractuel de niveau équivalent actuellement en poste dans la fonction publique.

### *2.2. Missions :*

**Direction de l'établissement**

Le Directeur adjoint seconde le Directeur de l'établissement public, qu'il peut représenter dans des commissions et réunions.

Le Directeur adjoint assure la suppléance du directeur en cas d'absence ou d'empêchement. En cas de vacance du poste de directeur, il en assure l'intérim.

Aux côtés du Directeur, le Directeur adjoint contribue à l'entretien des relations avec les administrateurs de l'établissement et avec les collectivités territoriales, particulièrement les communes adhérentes, en lien étroit avec le Président du Conseil d'administration.

Le Directeur adjoint connaît l'ensemble du fonctionnement et des projets conduits par l'établissement et il participe à toutes les décisions et concertation relatives aux programmes stratégiques. Il contribue à l'animation du comité de direction.

Le Directeur adjoint contribue à la préparation du Conseil d'administration et du Bureau. Il suit les travaux du Conseil scientifique et du Conseil économique, social et culturel.

Il peut également apporter un appui au Directeur et au Secrétariat général pour la préparation et l'animation du dialogue social et des instances du personnel.

**Mise en œuvre de la Charte du parc national**

Le Directeur adjoint coordonne la mise en œuvre opérationnelle, le suivi et l'évaluation de la Charte du parc national, dans ses volets réglementaire et contractuel. Il anime la mise en œuvre du Plan d'action de la Charte, avec l'appui des services et secteurs, et son suivi à l'aide du logiciel EVA.

Il coordonne en particulier à la déclinaison territoriale de la Charte par les quatre Secteurs de l'établissement, chargés d'animer la mise en œuvre et le suivi des conventions d'application avec les communes et les autres acteurs publics. A ce titre, il anime la cellule Charte qui réunit les adjoints de secteurs et des représentants des services techniques.

Le Directeur adjoint appuie le Directeur et le Secrétariat général pour la préparation du budget et les programmations annuelles, en proposant notamment les arbitrages techniques, en cohérence avec la Charte et le Contrat d'objectifs.

Le Directeur adjoint assure les relations et participe au pilotage du Secrétariat général des Hauts et veille à la mobilisation des fonds européens pour les projets concourant à la mise en œuvre de la Charte.

**Stratégie de surveillance et de contrôle de l'établissement**

Le Directeur adjoint représente le Parc national au sein de la Mission inter-services de l'eau et de la nature (MISEN).

Il anime le groupe « police » de l'établissement et il coordonne l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi de la stratégie de contrôle de l'établissement et du plan de contrôle annuel qui en découle. Il est l'interlocuteur principal du Parquet pour le suivi des suites données aux procédures pénales.

Il suit également les contentieux administratifs liés aux autorisations délivrées par l'établissement.

**Dossiers transversaux**

En lien avec le secrétariat général, les services techniques et les secteurs, le Directeur adjoint peut piloter certains dossiers transversaux comme la gestion du Bien inscrit au patrimoine mondial (dont les rapports attendus par l'UNESCO), la prise en compte du risque d'incendie, ainsi que tout dossier à la demande du Directeur selon les priorités.

Le Directeur adjoint a autorité sur l'ensemble des agents mais ne constitue pas un échelon hiérarchique en soi.

Pour l'exercice de ses missions, le directeur adjoint :

- travaille en étroite collaboration avec le comité de direction,
- a des contacts fréquents et privilégiés avec les services et établissements de l'État (Préfecture et sous-préfectures, DEAL, DAAF, DGAC, BRGM, ONF), le Conseil Général, le Conseil Régional, les Chambres consulaires, le réseau associatif, etc.
- est amené à se déplacer sur l'ensemble du département.

## *2.3. Compétences requises :*

- Capacité d'engagement personnel dans l'encadrement d'une structure de taille modeste mais porteuse d'une mission complexe à forts enjeux pour le territoire.
- Expérience confirmée de management d'équipes.
- Connaissance de l'administration de l'État, des collectivités territoriales et des spécificités d'un établissement public.
- Expérience des politiques, des outils et des acteurs de la protection de l'environnement, à un niveau territorial comme au niveau national.
- Connaissances généralistes des différents aspects du développement durable.
- Qualités d'organisation, autonomie et sens des responsabilités.
- Qualités relationnelles et expérience de négociation.
- Qualité d'expression écrite et orale, capacité à vulgariser des connaissances techniques.
- Esprit de synthèse et qualités analytiques.
- Expérience outre-mer ou à La Réunion appréciée.
- Maîtrise des outils courants de bureautique.
- Bonne condition physique pour des déplacements pédestres recommandée.
- Permis de conduire B indispensable.

## 3. Calendrier et modalités de candidature

Date limite de candidature : 15 Septembre 2017

La candidature (lettre de motivation et curriculum vitae) est à transmettre à:

- Monsieur le Directeur du Parc national de La Réunion, 258 rue de la République – 97461 La Plaine-des-Palmistes, Ile de La Réunion.

  Ou à : contact-rh@reunion-parcnational.fr (demande d'accusé de réception automatique)

**La date de disponibilité du candidat doit être précisée.**

## 4. Renseignements

***Directeur***

Monsieur Jean Philippe DELORME : 0262 90 11 35 – jean-philippe.delorme@reunion-parcnational.fr

ou

***Secrétariat Général / Responsable des Ressources Humaines***

Mme Sylvaine LATCHIMY : 0262 90 11 35 – sylvaine.latchimy@reunion-parcnational.fr

Parc national du Mercantour

# Chef du service territorial Vésubie du Parc national du Mercantour

Poste à temps plein de catégorie A, ouvert aux fonctionnaires des différentes fonctions publiques, et, par mesure dérogatoire, aux contractuels.

Poste à pourvoir à compter du 1er janvier 2018.

La date limite de réception des candidatures par le Parc national est fixée au **15 septembre 2017 (avant 18h)**.

**Résidence administrative** : Vallée de la Vésubie. Poste localisé à Saint Martin Vésubie (Alpes-Maritimes) sous l'autorité du directeur du Parc. Déplacement à prévoir sur tout le territoire du Parc et sa région.

**Encadré par** le directeur et directeur-adjoint du Parc national du Mercantour.

**Personnel encadré** : adjoint au chef du service territorial (ST), agents et assistante du ST, agents saisonniers.

**Principaux interlocuteurs internes** : Adjoint au chef du ST, agents et assistante du ST, direction, chargée de mission police/évaluation environnementale, chefs de services « Sensibilisation et Valorisation du Territoire » , « Connaissance et Gestion des Patrimoines », « Service Informatique » , chargée de mission ingénierie financière, Secrétaire générale.

**Principaux interlocuteurs externes** : Communes, services des EPCI et notamment de la Métropole Nice Côte d'Azur, services locaux de l'État, acteurs socio-économiques du territoire.

## 1. OBJET DU POSTE :

- Au sein du CODIR, participer à la définition des objectifs stratégiques et de la politique de l'établissement pour le ressort territorial de son service, sur l'ensemble des thématiques d'intervention du Parc national.
- Mobiliser, organiser et coordonner tous les moyens nécessaires pour mettre en œuvre cette politique dans le périmètre géographique du service territorial, notamment pour :
  - élaborer et traduire en actions les conventions d'application et les contrats de partenariat prévues par la charte du Parc national avec les communes adhérentes et les structures privées
  - l'application de la réglementation.
- Veiller à la bonne réalisation des actions sur le terrain et à leur évaluation.
- Piloter l'équipe du service territorial et organiser ses relations avec le siège.
- Assurer le lien institutionnel avec le territoire.

## 2. MISSIONS

***Action stratégique et de programmation***

Le chef de ST est chargé de la programmation et de la mise en œuvre d'une feuille de route conforme à la politique du Parc, appliquée au territoire dont il a la charge. Celle-ci comporte un volet technique, un volet sur les moyens financiers et humains, un calendrier prévisionnel, des points d'étape et éléments de contrôle d'atteinte des résultats. Elle est élaborée à travers un dialogue avec les chefs de services/cellule du siège, sous contrôle du directeur et du directeur-adjoint.

- Le chef du ST anticipe et contribue, en lien avec la direction et les services du siège, à la définition des besoins humains, matériels et financiers nécessaires à l'application de la stratégie de l'établissement sur le service territorial dont il a la charge ;
- En qualité de membre du CODIR, il participe à la définition des orientations stratégiques de l'Etablissement, à la prise de décision sur les dossiers concernant son champ d'intervention, à la définition d'équipes projet qui peuvent, le cas échéant, mobiliser des agents de son ST. Il peut proposer la participation de son adjoint au CODIR en fonction des thèmes traités.
- Il participe également à l'élaboration des lettres de mission thématiques si elles engagent un agent du ST.
- Il rend compte de l'activité du ST : suivi d'activité, remontées pour le rapport d'activité, renseignement des indicateurs du contrat d'objectifs du Parc, suivi annuel des conventions d'application et des contrats de partenariats et évaluations intermédiaires de la charte.
- Il travaille en réseau avec les autres chefs de services territoriaux.

***Gestion du fonctionnement du ST et encadrement des équipes***

Le chef de ST dirige et contrôle l'activité administrative, technique, budgétaire et financière du ST pour décliner localement les politiques conduites par l'établissement.

- Il organise et améliore si besoin le fonctionnement du ST.
- Il conduit les réunions de service en lien avec son adjoint.
- Il encadre les agents placés sous son autorité hiérarchique en lien avec son adjoint. Cet encadrement porte sur l'ensemble des champs d'action du Parc : surveillance, connaissance, protection et gestion des patrimoines naturel et culturel, développement local durable, sensibilisation et accueil. Il délègue à son adjoint une partie de l'encadrement opérationnel des agents techniques du ST, notamment sur les thématiques autres que le développement local.
- Il organise la participation de son service aux missions pilotées par les services du siège.
- Il organise les entretiens d'évaluation, en associant son adjoint et se charge des notations de l'ensemble du personnel du ST.

***Animation territoriale et mise en œuvre de la charte***

- Le chef de ST est le représentant territorial du Parc : il coordonne et développe les relations avec les partenaires locaux (élus, services de l'Etat, acteurs professionnels ou associatifs,...).
- Il conduit l'élaboration des conventions d'application de la charte avec les communes de son territoire, sous contrôle du directeur. A cette fin, il maintient un échange permanent avec les chefs de service du siège concernés par les actions envisagées. Il met en lumière les enjeux de développement durable et de protection spécifiques au territoire pour faire émerger les sujets à traiter en priorité dans les conventions. Il est l'interlocuteur des communes pour la mise en œuvre de ces conventions. Avec le soutien de la direction, il prépare et anime notamment les réunions annuelles avec le conseil municipal.
- Il appuie le montage de projets portés par des partenaires du Parc à travers des conseils sur les aspects techniques et financiers et le soutien à la concertation entre tous les acteurs concernés. Il peut à cette fin mobiliser l'expertise du siège et bénéficier de son

soutien administratif ;

- Il détermine ce que peut être la participation du Parc à chaque projet (nature et volume). En particulier, il mobilise le dispositif de subventions de l'établissement : appui aux demandeurs, instruction et suivi des dossiers en liaison avec le siège, en particulier avec l'appui de la cellule stratégique et des assistantes de la direction.
- Outre l'action menée avec les communes, il peut, selon les priorités et les moyens disponibles, accompagner d'autres porteurs de projets (intercommunalités, associations...) dans la conception, la coordination et le développement de leurs projets concourant à la mise en œuvre de la charte du Parc.
- Il définit la représentation de son service aux réseaux thématiques animés par le Parc sur les thèmes liés au développement durable : agro-pastoralisme, forêt, éco-tourisme, culture, pédagogie, EEDD...
- Il contribue à l'animation de réseaux de partenaires de l'Etablissement à l'échelle du ST *(ex. observateurs naturalistes bénévoles, monde agricole, secours en montagne, offices de tourisme, établissement scolaires, Oncfs et Onf, stations de ski nordiques et alpins, réseau accompagnateurs en montagne, pratiquants d'activités de pleine nature et sports de montagne, monde de la chasse, acteurs culturels, gardiens de refuges, etc) ;*
- Le cas échéant, sur sollicitation du CODIR et selon sa disponibilité, il pilote des projets.
- Dans la perspective de valoriser les actions conduites sur le territoire, et de participer à une meilleure appropriation locale du parc et de ses missions, il peut être amené, en articulation avec la direction et le service SVT, à communiquer auprès des médias ou à contribuer à une valorisation pédagogique de ces actions.

***Suivi des avis et autorisations réglementaires sur le service territorial***

- Le chef de ST est l'interlocuteur territorial de la cellule stratégie territoriale pour l'instruction des demandes d'autorisations adressées au directeur pour l'ensemble des activités réglementées dans le cœur du parc national *(principalement manifestations publiques dont compétitions sportives, travaux, prises de sons et d'images, activités de recherche scientifique) ;*
- Il analyse la conformité réglementaire des projets à la charte, au code de l'environnement et au décret de création du Parc en lien avec la chargée de mission police et dans le respect des délais d'instruction ;
- Il liste les enjeux naturalistes, économiques et socio-culturels relatifs à chaque demande en s'appuyant sur sa connaissance du territoire et l'expertise des agents du ST ;
- Il assure, au niveau local, la liaison avec les pétitionnaires pour expliquer les enjeux environnementaux à prendre en compte, expliciter les modalités d'application de la réglementation en cœur et proposer d'éventuelles adaptations des projets permettant leur conformité avec la charte ;
- Il formule de manière synthétique l'avis technique et les prescriptions éventuelles du ST qui seront transmises à la cellule et à la direction pour décision finale. Il peut être amené à assurer auprès des pétitionnaires et des élus locaux du ST, un rôle de médiation et d'explicitation des prescriptions dont peuvent être assorties les décisions du directeur ;
- Il doit veiller, en lien avec ses adjoints et les agents du ST, au contrôle du respect des autorisations accordées par le directeur et à la mise en œuvre, le cas échéant, de rapport en manquement auprès de la direction ;
- Le Chef de ST contribue également à l'instruction des demandes d'avis simples *(Natura 2000, procédure de travaux)* pour lesquels l'établissement peut être sollicité par l'administration *(DDT, Dreal)* concernant des activités en aire d'adhésion des communes du Parc ;
- Il devra veiller à la bonne prise en compte des enjeux naturalistes en fonction des données de terrain disponibles et sera attentif aux enjeux économiques et politiques locaux rattachés aux projets pour lesquels le Parc est sollicité ;

- Il veillera à synthétiser et hiérarchiser les enjeux et les préconisations en concertation étroite avec la cellule stratégique dans l'objectif de finaliser l'avis technique de l'établissement.

## 3. COMPÉTENCES REQUISES ET SPÉCIFICITÉS DU POSTE

**Compétences**

– ***Connaissances techniques*** :
* connaissances et sensibilité à l'environnement, notamment des lois et règlements dans le champ de l'environnement et notamment des espaces protégés
* connaissances en développement local, montage et suivi de projets simples ou complexes (aspects méthodologiques et financiers)
* connaissance des techniques de fonctionnement et d'animation de réseaux thématiques
* connaissance sur les activités économiques de territoires ruraux et néanmoins touristiques
* connaissance des logiques de fonctionnement des collectivités et de l'articulation entre les domaines de compétence de l'Etat et des collectivités
* connaissances en méthodes de gouvernance : gestion de la complexité des systèmes (outils de pilotage, méthodes de travail transversal...), implication des acteurs (médiation, concertation), évaluation participative.

– ***Savoir-faire*** :
* savoir gérer des équipes administratives et techniques (expérience professionnelle de 5 ans minimum)
* savoir dégager les enjeux de développement durable au regard de la situation d'un secteur économique ou d'un territoire et de son évolution.
* savoir analyser et reformuler une commande
* comprendre et savoir s'adapter aux logiques d'acteurs
* savoir conseiller et assurer une assistance à maîtrise d'ouvrage
* savoir assurer un suivi rigoureux des projets
* savoir susciter des initiatives et évaluer leur pertinence
* savoir rendre compte et identifier les décisions nécessitant des arbitrages
* démontrer de bonnes qualités rédactionnelles

– ***Autres***
* être titulaire du permis B
* connaître le milieu montagnard et si possible le terrain d'exercice des missions
* maîtriser les outils informatiques et bureautiques
* notions d'italien appréciées.

**Contraintes du poste** : étendue de la zone d'intervention impliquant de nombreux déplacements en voiture, y compris en hiver, sorties de terrain régulières, horaires adaptés aux exigences du service.

## 4. MODALITÉS DE RECRUTEMENT

Le dossier de candidature, comprenant une lettre de motivation et un curriculum vitae détaillé, fera apparaître la compétence et l'expérience du candidat dans les domaines d'activités visés, sa date de disponibilité ainsi que son statut et sa rémunération actuelle (indice pour les fonctionnaires).

Les dossiers de candidature seront adressés par voie électronique de façon à être réceptionnés au plus tard le **15 septembre 2017 (avant 18h).** Les candidats présélectionnés sur dossiers seront conviés à présenter leur candidature devant un jury de recrutement organisé au siège du Parc du Mercantour durant les deux premières semaines du mois d'octobre 2017 (du 2 au  octobre).

Les candidatures sont à adresser, par voie électronique exclusivement  à :

Monsieur Christophe Viret
(christophe.viret@mercantour-parcnational.fr)

Directeur du Parc national du Mercantour
23 rue d'Italie
BP 1316
06006 Nice Cedex 1

Monsieur Laurent SCHEYER,
Directeur-adjoint
laurent.scheyer@mercantour-parcnational.fr

Mme Marie-Pierre EUZENOT-FÜRTHAUER
Secrétaire Générale
marie-pierre.euzenot-furthauer@mercantour-parcnational.fr

Vanessa FAYET
Assistante de direction
vanessa.fayet@mercantour-parcnational.fr

Parc national de la Vanoise

# Le Parc National de la Vanoise recrute un.e secrétaire général.e

*Poste à pourvoir au 1er janvier 2018*

| IDENTIFICATION DU POSTE | |
|---|---|
| *Intitulé du poste* | **Secrétaire général(e)** |
| *Nature du poste (administratif, technique)* | - Fonctionnaire (titulaire de la fonction publique d'État ou territoriale), ou contractuel de niveau équivalent actuellement en poste dans la fonction publique (quasi- statut)<br>- Administratif catégorie A/A+ |
| *Missions de l'établissement* | Le parc national de la Vanoise est un établissement public administratif, opérateur d'État du ministère de la transition écologique et solidaire. Il comprend 70 agents répartis sur un vaste territoire (1 siège, 4 secteurs, 8 implantations), en Savoie. Son budget est de l'ordre de 7M d'€ provenant essentiellement d'une subvention pour charge de service public. Il a en charge des missions de protection de l'environnement et d'appui au développement durable sur un massif comprenant un espace réglementé de 535 km². L'établissement est rattaché à l'agence française pour la biodiversité avec laquelle plusieurs fonctions support sont mutualisées (service financier, paie). Cette mutualisation doit se renforcer, notamment avec la mise en place à terme d'un service facturier porté par le groupement comptable des établissements rattachés à l'agence. |

| AFFECTATION, PRÉSENTATION DU SERVICE | |
|---|---|
| *Service d'affectation* | **Secrétariat général** |
| *Missions principales du service* | - Assurer l'ensemble des missions supports de l'établissement: finances, gestion des ressources humaines, logistique.<br>- Piloter le fonctionnement des instances.<br>- Accompagner le dialogue social<br>- Etre responsable de l'activité juridique et réglementaire de l'établissement |
| *Composition du service (effectif)* | Service composé d'un(e) responsable de pôle, d'une intendante, de deux contrôleuses de gestion, de 2 assistantes services financiers, 2 assistantes RH, 2 secrétaires inter-pôles et d'un vaguemestre. |
| *Positionnement agent dans l'organigramme* | L'agent est placé sous l'autorité directe de la directrice de l'établissement |
| *Relations fonctionnelles* | - Internes : relations privilégiées avec l'ensemble du personnel du siège comme des secteurs ;<br>- Externes : relations permanentes avec les services du ministère en charge de l'écologie, les services du contrôle budgétaire et financier régional et de l'agence comptable.<br>- Travail en réseau important avec l'Agence Française de la Biodiversité |
| *Résidence* | Siège de l'établissement - Chambéry |

Parc national de la Vanoise
135 rue du docteur Julliand • BP 705 • 73007 Chambéry Cedex
Tél. +33 (0)4 79 62 30 54 • Fax : +33 (0)4 79 96 37 18
www.parcnational-vanoise.fr • accueil@parcnational-vanoise.fr

| | |
|---|---|
| *administrative (siège, antenne, secteur...)* | |

| MISSIONS ET ACTIVITÉS | |
|---|---|
| *Définition du poste: (Mission principale, objectifs du poste)* | Le/la secrétaire général(e) organise, coordonne et supervise le fonctionnement régulier et continu des services administratifs et techniques de l'établissement.<br>Il/elle intervient en interaction permanente avec les autres pôles du siège et avec les secteurs, et contribue à fluidifier les circuits de l'information interne.<br>Il/elle est le garant, au regard de l'établissement et des partenaires, de la cohérence et de la pertinence des actions menées par les agents du pôle en matière budgétaire, de ressources humaines et de logistique.<br>Il/elle contribue à la poursuite des efforts engagés en matière de formalisation des procédures, et de recherche de moyens complémentaires à la subvention pour charge de service public de l'établissement .<br>Il/elle veille à la légalité de tout acte et convention engageant l'établissement, la préparation des documents et actes administratifs dont le budget, la gestion du personnel et les moyens généraux de l'établissement. |
| *Missions et activités du poste* | **MANAGEMENT**<br>• Encadrement direct et animation de l'équipe du SG de 10 agents ,<br>• Gestion de projets transverses (projets inter-pôles, projets à partenaires multiples, projets complexes type projets européens),<br>• Participation au groupes de travail inter-parcs "Administration générale"<br>• Pilotage de la mise en place de services communs aux parcs nationaux, en lien avec l'Agence Française pour la Biodiversité.<br><br>**BUDGET -COMPTABILITE**<br>• Elaborer le budget, avec les pôles techniques et suivre son exécution<br>• Assurer le contrôle de gestion au plans budgétaire et comptable et conduire la refonte de la comptabilité analytique<br>• Soutien à l'ingénierie financière.<br>• Assurer l'interface avec l'agent comptable<br><br>**MOYENS GENERAUX**<br><br>• Suivre la gestion des propriétés immobilières du parc<br>• Etablir avec la mission technique le schéma directeur du patrimoine immobilier du parc<br>• S'assurer du respect et du suivi des contrats d'entretien et fonctionnement des bâtiments, du mobilier, des véhicules et du matériel<br>• Elaborer la politique de marché public et s'assurer du respect des normes<br><br>• **RESSOURCES HUMAINES**<br>• Gestion des ressources humaines pour 69,5 ETP et 74,9 ETPT,<br>• Veille à la mise à jour des fiches de poste des agents de l'établissement<br>• Suit les entretiens annuels d'évaluation<br>• Anime et suit le volet social (prévention des risques, bilan social, prévention des RPS…)<br>• Gère la politique des stages, CAE, services civiques<br>• Elaboration, mise en œuvre et suivi du plan de formation,<br>• Gestion des instances externes (conseil d'administration & bureau |

| | |
|---|---|
| | du CA), gestion et animation du dialogue social et des instances internes (CT, CHSCT, CCP),<br>• Déploiement de la GPEEC<br>• Révision du règlement intérieur<br><br>**JURIDIQUE**<br>• Veille réglementaire globale pour l'établissement,<br>• Suivi de la commande publique et des conventions,<br>• Responsabilité des dossiers juridiques et du contentieux.,<br>• Gestion de la police de l'environnement, en lien avec le référent dédié de l'établissement. |
| *Intérêt, difficultés, contraintes du poste* | • Vision globale de l'action du Parc sur le territoire en raison du caractère transverse des fonctions,<br>• Interlocuteurs et partenaires variés en interne comme en externe ,<br>• Encadrement d'une équipe de 10 personnes,<br>• Amplitudes de travail parfois importantes - disponibilité ,<br>• Contexte de réduction des moyens (budget et personnel) depuis 2013,<br>• Contexte administratif en évolution avec la création de l'Agence Française de la Biodiversité<br>• Fonction budgétaire et de contrôle de gestion nécessitant une remise à plat des modes de fonctionnement et des processus afin d'améliorer l'organisation de l'établissement : investissement fort attendu en conduite du changement |

| **COMPÉTENCES REQUISES SUR LE POSTE** | |
|---|---|
| *Savoirs (connaissances théoriques et pratiques)* | • Droit et procédures budgétaires et financiers - Niveau expert<br>• Droit public général - Établissements publics - Niveau expert<br>• Droit de la fonction publique - Niveau expert<br>• Marchés publics & droit des contrats - Niveau maîtrise<br>• Bureautique - Niveau maîtrise |
| *Savoir-faire (technique et méthodologique)* | • Encadrement direct et indirect<br>• Gestion de projet<br>• Pilotage de la performance - outils et systèmes<br>• Procédures administratives et de contrôle interne |
| *Savoir-être (attitudes et comportement attendu)* | • Capacités d'organisation<br>• Gestion simultanée de tâches multiples<br>• Ouverture d'esprit - Qualités rationnelles d'écoute et de dialogue avec les collaborateurs et les partenaires<br>• Réactivité et Aptitude à la hiérarchisation des priorités<br>• Sens du travail en équipe / Capacité à déléguer ET à rendre compte<br>• Intérêt fort pour la conduite du changement<br>• Intérêt pour la préservation du patrimoine naturel et culturel |

| **PROCEDURE de RECRUTEMENT** | |
|---|---|
| *Contact* | Des renseignements peuvent être pris auprès de Madame Marie-Claude ROSSIGNOL 04 79 62 30 54 |
| *Adresse d'envoi des candidatures* | A adresser à l'attention de Mme la directrice du Parc national de la Vanoise :<br>- par voie postale au 135 rue Docteur Julliand - 73 000 Chambéry<br>- et/ou par courriel simultanément à secretariat@vanoise-parcnational.fr<br>et eva.aliacar@vanoise-parcnational.fr |
| *Délai de réponse* | **Candidature à déposer avant le 25 août midi**. **Entretiens prévus les 7 ou 8 septembre au siège, à Chambéry**. Prise de poste le plus tôt possible, au plus |

| | |
|---|---|
| | tard en janvier 2018. |

Parc national de la Vanoise

# Le Parc national de la Vanoise recrute un chargé.e de mission appui au territoire et sensibilisation

| IDENTIFICATION DU POSTE | |
|---|---|
| *Intitulé du poste* | **Chargé.e de mission appui au territoire & sensibilisation** |
| *Nature du poste (administratif, technique)* | Technique<br>Catégorie A<br>Ingénieur<br>CDD débutant le plus tôt possible pour une durée de 6 mois |

| AFFECTATION, PRESENTATION DU SERVICE | |
|---|---|
| *Service d'affectation* | **Pôle développement durable & communication** |
| *Environnement du poste* | Le Parc national de la Vanoise (PNV) est un établissement public à caractère administratif (EPA) placés sous tutelle du Ministère en charge de l'écologie. Ses missions s'organisent autour de 4 axes principaux : sensibiliser à l'environnement, protéger, connaître et accompagner les territoires dans leurs projets de développement durable. Il est organisé en un siège se situant à Chambéry et de plusieurs secteurs situés sur le périmètre du parc, à proximité du cœur. Le/la chargé.e de mission « appui au territoire & sensibilisation » exerce son activité au siège et des déplacements sur le territoire du parc et dans les secteurs sont à prévoir. |
| *Composition du service (effectif)* | 10 agents |
| *Positionnement de l'agent dans l'organigramme du service* | Poste placé sous l'autorité de la responsable du pôle développement durable & communication |
| *Relations fonctionnelles* | Interne : ensemble des agents du pôle (ex. développement durable et communication) et des secteurs dont notamment les techniciens animation et sensibilisation du territoire et les techniciens en charge de la charte. Étroite coordination interne avec le responsable du pôle.<br>Management fonctionnel associé à la gestion de projet.<br>Pas d'autorité hiérarchique directe. |
| *Affectation territoriale (siège, antenne, secteur)* | Siège de l'établissement public (135 rue Docteur Julliand à Chambéry). Poste non logé. Déplacement sur le territoire du parc (Maurienne et Tarentaise) à prévoir. |
| *Résidence administrative* | Chambéry |

| MISSIONS ET ACTIVITES | |
|---|---|
| *Définition du poste: (Mission principale, objectifs du poste)* | Le/la chargé.e de mission « appui au territoire & sensibilisation » appuie la responsable de pôle sur des missions transverses liées au développement et à l'aménagement du territoire ainsi qu'à l'accueil du public dans un territoire protégé. |

Parc national de la Vanoise
135 rue du docteur Julliand • BP 705 • 73007 Chambéry Cedex
Tél. +33 (0)4 79 62 30 54 • Fax : +33 (0)4 79 96 37 18
www.parcnational-vanoise.fr • accueil@parcnational-vanoise.fr

| | |
|---|---|
| *Missions et activités du poste* | - Elaborer une politique en matière d'animations et de sensibilisation du public<br>- Elaborer une stratégie en matière d'accueil du public handicapé,<br>- Participer au suivi de la mise en œuvre de la charte en étroite collaboration avec la responsable du pôle<br>- Assurer la gestion de projet sur des projets d'aménagement durable du territoire sur les communes adhérentes notamment projet de Maison de l'Abeille noire, projet d'aménagement du site de Rosuel à Peisey Nancroix, etc.<br>- Participer à la construction d'une expertise en matière de patrimoine bâti traditionnel dans un espace protégé<br>- Participer à la mise en œuvre d'un programme européen de qualification de l'offre de tourisme durable liés aux parcs nationaux alpins<br>- Exploiter et valoriser les données de fréquentation acquises par la téléphonie mobiles pendant l'été 2017 et proposer des perspectives pour les prochaines années.<br>- Participer à la finalisation de la stratégie immobilière de l'établissement notamment en ce qui concerne les refuges. |
| *Intérêt, difficultés, contraintes du poste* | Poste transversal permettant d'appréhender plusieurs aspects de développement durable sur un territoire protégé. Thématiques variées nécessitant une bonne capacité d'adaptation et de gestion de projet. |

| **COMPETENCES REQUISES SUR LE POSTE** | |
|---|---|
| *Savoirs (connaissances théoriques et pratiques)* | • connaissances approfondies de développement durable et d'aménagement du territoire et des milieux<br>• gestion multifonctionnelle<br>• géomatique et traitement de données |
| *Savoir-faire (technique et méthodologique)* | • capacités de gestion de projet<br>• aptitudes rédactionnelles prononcées<br>• autonomie et prise d'initiative |
| *Savoir-être (attitudes et comportement attendu)* | • Qualité relationnelle<br>• organisation<br>• ouverture d'esprit<br>• capacité à rendre compte<br>• sens du travail en équipe |

| **PROCEDURE de RECRUTEMENT** | |
|---|---|
| *Contact* | Des renseignements peuvent être pris auprès de Chloé Tardivet (04 79 62 93 05) et Jean-Luc Etiévant (04 79 62 74 62) |
| *Adresse d'envoi des candidatures* | A adresser à l'attention de Mme la directrice du parc national de la Vanoise au choix :<br>- par voie postable au 135 rue Docteur Julliand, 73 000 Chambéry<br>- par courriel à secretariat@vanoise-parcnational.fr |
| *Délai de réponse* | Candidature à déposer avant le 16 août. Entretien à prévoir par téléphone ou présence physique le 18 août. |

# Le parc national des Écrins recrute
# un(e) Responsable Ressources Humaines

**Unité :** Secrétariat général
**Intitulé du poste :** Gestionnaire Ressources Humaines
**Filière métier :** Administration et fonctions support
**Localisation géographique** : Siège – Gap (Domaine de Charance)
**Résidence Administrative :** Gap
**Catégorie professionnelle :** Fonctionnaire de catégorie B ou B+ (titulaire de la FP d'Etat ou de la FP territoriale par voie de détachement), ou contractuel de niveau équivalent actuellement en poste dans la fonction publique. Groupe RIFSEEP 2.

**Contexte :**

Le Parc national des Écrins est un établissement public à caractère administratif (EPA) placé sous tutelle du Ministère de la Transition Énergétique et Solidaire.

Il est organisé en un siège se situant à Gap et en 3 secteurs situés sur les Hautes-Alpes et 1 secteur situé en Isère.

Le siège du Parc national des Écrins se compose de quatre services : le secrétariat général, le service scientifique, le service accueil-communication et le service aménagement/développement.

Le poste d'assistant(e) gestionnaire de paie, sous couvert du (de la) responsable ressources humaines et gestionnaire de paie, s'intègre dans l'équipe du secrétariat générale sur la fonction paie en lien avec le service de ressources humaines centralisé et l'agence comptable, les agents de l'Établissement, certains partenaires externes.

**Finalités du métier / rôle :**
Le (la) responsable ressources humaines assure les missions concernant la paie, la gestion du temps de travail et des absences, le suivi des carrières des agents ainsi que la veille juridique.

**Position dans l'organisation :**
Sous la responsabilité hiérarchique du Secrétaire Général, en équipe avec un(e) gestionnaire ressources humaines (cat C) en cours de recrutement.

**Activités principales :**

Carrière :
• appui aux propositions et élaboration des dossiers d'avancement de grade et de corps pour les CAP nationales et la CAP locale
• est l'interlocuteur du MTES et autres employeurs pour la gestion des carrières individuelles
• assure l'interface entre les administrations d'origine des fonctionnaires en PNA ou en détachement et l'établissement dans le cadre du déroulement des carrières (avancement de grade ou d'échelon)
• tableau de suivi du personnel
• gère la préparation des dossiers de retraite
• suivi des primes et carrières
• entretiens annuels professionnels (aide aux chefs de service et secteurs - suivi)
• renseigne et conseille les agents de l'établissement

Gestion sociale :
• suivi des vacances de postes, renouvellement de contrats, recrutement
• suivi des nouvelles fiches de poste et publication BIEP
• contact avec le contrôleur financier
• participation à la cellule médico sociale
• contact avec l'assistante sociale, le comité médical et la commission de réforme
• suivi et gestion des dossiers médicaux, accidents de travail
• suivi des demandes d'aide FIPH
• préparation et aide à la préparation des bilans ponctuels (bilan social et activité)

• accueil des nouveaux arrivants
• gestion des commissionnements (mise à jour application, gestion des cartes)
• organisation des élections du personnel
• suivi des ETP (DPG)
• calcul et suivi de la masse salariale
• gestion des litiges RH

Anime et met en cohérence les activités du pôle RH dans la répartition des tâches
S'assure de la continuité du service (notamment pendant les vacances)
Contrôle la paie et assure la préparation et la liquidation de la paye en l'absence de l'assistante RH
Déclaration des intermittents du spectacle au GUSO (emploi musicien)

Veille juridique :
assure la veille juridique relative à la réglementation des ressources humaines et diffuse les informations

**Activités annexes :**
Est amené(e) à représenter le secrétaire général dans les instances liées à la gestion du personnel (CHSCT, CCP, CT) et les instances de décision (CODIR) et est sollicité(e) en tant qu'expert sur ces mêmes instances

**Compétences requises :**
Gestion des ressources humaines
Procédures de paie
Logiciels RH et paie
Veille juridique
Sens de l'organisation
Écoute
Disponibilité
Méthode, rigueur
Respect de délais
Discrétion

Poste souhaité après une première expérience professionnelle dans le domaine.

**Conditions et moyens d'exercice :**
Poste de travail, bureautique, bureau double, pas de déplacements

Date de vacance du poste : **1er octobre 2017**

Les candidatures (CV détaillé, lettre de motivation) sont à adresser par voie postale ou par mail, **avant le 31 août 2017**, à Monsieur le directeur du Parc national des Ecrins, Domaine de Charance, 05 000 GAP.

**Renseignements :**

Thierry Durand
Directeur-adjoint du PNE
Tel 04 92 40 20 10
thierry.durand@ecrins-parcnational.fr

Laurence Fenouillet
Gestionnaire finances
Tel 04 92 40 20 10
laurence.fenouillet@ecrins-parcnational.fr

# Le parc national des Écrins recrute
# un(e) Gestionnaire Ressources Humaines

**Unité :** Secrétariat général
**Intitulé du poste :** Gestionnaire Ressources Humaines
**Filière métier :** Administration et fonctions support
**Localisation géographique** : Siège – Gap (Domaine de Charance)
**Résidence Administrative :** Gap
**Catégorie professionnelle :** Fonctionnaire de catégorie C (titulaire de la FP d'Etat ou de la FP territoriale par voie de détachement) ou contractuel de niveau équivalent actuellement en poste dans la fonction publique

**Contexte :**

Le Parc national des Écrins est un établissement public à caractère administratif (EPA) placé sous tutelle du Ministère de la Transition Énergétique et Solidaire.

Il est organisé en un siège se situant à Gap et en 3 secteurs situés sur les Hautes-Alpes et 1 secteur situé en Isère.

Le siège du Parc national des Écrins se compose de quatre services : le secrétariat général, le service scientifique, le service accueil-communication et le service aménagement/développement.

Le poste d'assistant(e) gestionnaire de paie, sous couvert du (de la) responsable ressources humaines et gestionnaire de paie, s'intègre dans l'équipe du secrétariat générale sur la fonction paie en lien avec le service de ressources humaines centralisé et l'agence comptable, les agents de l'Établissement, certains partenaires externes.

**Finalités du métier / rôle :**
Le(a) Gestionnaire Ressources Humaines assure les missions concernant la paie, la gestion du temps de travail et des absences. S'ajoutent à ces missions la gestion sociale et les dossiers des agents.

**Position dans l'organisation :**
Sous la responsabilité hiérarchique du Secrétaire Général, en équipe avec un(e) responsable ressources humaines (cat B) en cours de recrutement.

**Activités principales :**

Préparation et liquidation de la paie :
• recense les éléments et faits nouveaux occasionnant des mouvements de paie
• transmets les éléments par fiche navette au service RH de l'AFB (saisie dans le module paye de Virtualia)
• contrôle les bulletins de salaires envoyés par l'AFB et transmet les observations à l'AFB
• prépare la liquidation de la paie et des charges sociales et fiscales
• prépare et envoi des déclarations de cotisations

Gestion du temps :
• centralise les congés et autorisations d'absence (y compris des chefs de secteurs)
• mise à jour de l'application Virtualia
• gère les CET (création, alimentation, rachats jours ….)

Gestion sociale :
• gère les prestations sociales (tickets restaurant)
• contribue à l'élaboration du bilan social
• suit les dossiers médicaux et visites médicales des titulaires et contractuels, accidents du travail (service fait sur factures médicales)
• aide à la préparation des bilans ponctuels (données RH utiles au bilan social…)
• remontée des grévistes et transmission des éléments à l'appui de la paie

Gestion des dossiers personnels des agents :
• rédaction des contrats (CDD/CUI/saisonniers), déclaration d'embauche, envoi au contrôleur budgétaire, décisions individuelles prises en interne de l'établissement
• élaboration des décisions des régisseurs et des préposés
• saisie des contrats aidés et des contrats de services civiques sur ELISA et SYLAE
• suivi des stagiaires (convention, état de présence, prise en charge de l'indemnité…)
• élaboration des certificats d'exercice (préparation à la retraite)
• suivi et archivage des dossiers papier et dématérialisé des agents
• réponse aux demandes d'emploi et demandes de stages
• entretiens professionnels : classement et transmission de la partie formation à la personne responsable de la formation

Continuité de service avec le (la) responsable RH

**Activités annexes :**
• appui à l'organisation des élections du personnel
• participation à la mise à jour du livret d'accueil
• appui sur les projets cofinancés (notamment masse salariale / temps de travail)

**Compétences requises :**
Gestion des ressources humaines
Procédures de paie
Logiciels RH et paie
Sens de l'organisation
Écoute
Disponibilité
Méthode, rigueur
Respect de délais
Discrétion

Poste envisageable en sortie de formation.

**Conditions et moyens d'exercice :**
Poste de travail, bureautique, bureau double, pas de déplacements

Date de vacance du poste : **1er octobre 2017**

Les candidatures (CV détaillé, lettre de motivation) sont à adresser par voie postale ou par mail, **avant le 31 août 2017**, à Monsieur le directeur du Parc national des Ecrins, Domaine de Charance, 05 000 GAP.

**Renseignements :**

Thierry Durand
Directeur-adjoint du PNE
Tel 04 92 40 20 10
thierry.durand@ecrins-parcnational.fr

Laurence Fenouillet
Gestionnaire finances
Tel 04 92 40 20 10
laurence.fenouillet@ecrins-parcnational.fr

**ONCFS**
**Avis N° 17-34-DSI** **20/07/2017**

**AVIS DE VACANCE D'EMPLOI A POURVOIR dès que possible**
**A pourvoir par voie interne ou en position normale d'activité**

| | |
|---|---|
| **Catégorie :** | Catégorie B |
| **Fonction :** | Technicien Informatique (F/H) |
| **Affectation :** | Direction des systèmes d'information (DSI)<br>Département assistance et support |
| **Résidence administrative :** | Bordeaux ou périphérie (bureau en cours de recherche) (33) - Non logé |

***La politique des ressources humaines de l'ONCFS***
***vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non discrimination et de diversité.***

## Contexte

L'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) est un établissement public administratif de l'Etat dont les missions sont fixées par la loi et peuvent être consultées sur son site internet : http://www.oncfs.gouv.fr
L'Office est organisé en services à compétence nationale (les Directions) et territoriale (les Délégations régionales ou interrégionales).

La Direction des systèmes d'information (DSI) prépare et conduit la politique de l'établissement en matière de systèmes d'information afin de prendre en compte les besoins de l'ensemble des structures et de respecter les priorités décidées par le Directeur général et proposées par le Comité de Management des systèmes d'information (CMSI). La politique conduite s'appuie sur un schéma directeur stratégique des systèmes d'information.

Les implantations :
- Paris -Wagram (75) qui accueille La Direction générale, ses missions et la Direction des ressources humaines,
- Saint-Benoist (78) où sont situées les 2 Directions opérationnelles (Police, Recherche et Expertise), la Direction financière, la Direction des systèmes d'information et l'Agence comptable,
- Le Bouchet (45) où est situé le Centre de formation de la Direction des ressources humaines.
- 10 Délégations (inter)régionales,
- Environ 90 Services départementaux ou interdépartementaux,
- Une dizaine de Brigades mobiles d'intervention (BMI)
- 6 Unités de recherches et d'expertise réparties sur le territoire,
- Soit environ 150 sites.

La Direction des systèmes d'information (DSI) est composée de 3 départements, d'un gestionnaire (1 personne), secrétariat (1 personne) :
- Département assistance à maîtrise d'ouvrage, conduite de projet et support applicatif (3 personnes)
- Cellule développement et SIG (3 personnes)
- Département infrastructure, réseau, système, sécurité et postes de travail (2 personnes)
- Département assistance utilisateurs et relations utilisateurs (11 personnes)

Son périmètre d'intervention se décompose comme suit :
- Infrastructures (réseau Lan et Wan, système, SGBDR, postes de travail, unités d'impression y compris copieurs)
- Conduite de projet et support applicatif
- Développement
- Assistance utilisateurs 1er, 2ième et 3ième niveau
- SIG

1 500 postes et 2 petits Datacenter, 14 serveurs applicatifs ou bureautiques sont répartis sur une dizaine de sites, en réseau VPN.

## Description de l'emploi

Sous l'autorité hiérarchique du Responsable du département assistance et support, le technicien informatique (TI) est le gestionnaire du parc informatique (logiciel et matériel de son territoire), à ce titre il est garant de l'inventaire et de la gestion à l'aide du logiciel Pythéas.

Il assure l'assistance informatique auprès des utilisateurs et garantit le bon fonctionnement des systèmes d'information de son territoire, il est l'interlocuteur local de la DSI,…).

Il aura la gestion des serveurs et des serveurs NAS de la région, la gestion des utilisateurs, des postes de travail, tablettes et Smartphones, des sites via l'Active Directory.

Il est le garant local de la conformité des systèmes d'information au niveau national.

Le TI a également la charge de gérer, en amont le choix des sites pour la partie technique, les déménagements des services au niveau informatique (mise en place de réseau) et téléphonie.

Il assure ses missions sur un ensemble de départements représentant environ 150 utilisateurs.

Il peut être amené à apporter une assistance ou à intervenir dans d'autres régions.

## Activités principales

- **Assure une assistance technique de 2ème niveau**
  - Identifier les incidents, anomalies (système d'exploitation et réseau compris) et en assurer après la saisie par l'utilisateur ou lui-même dans le cas de problèmes réseau, système.
  - Installer et configurer les nouveaux matériels.
  - Maintenir et dépanner les matériels (PC, imprimantes, autres terminaux).
  - Assurer la liaison avec les autres départements de la DSI et les prestataires pour les remises en ordre de marche des matériels.
  - Identifier les incidents sur le réseau ou sur les serveurs locaux et rendre compte au pôle Infrastructure.
  - Assurer les sauvegardes et la supervision des serveurs locaux.
  - Assurer l'inventaire permanent du parc informatique et logiciel dont il a la responsabilité au sein de Pythéas.
- **Assure une assistance bureautique de 1er et de 2ème niveau**
  - Identifier les incidents sur les logiciels bureautiques et assister les utilisateurs dans leur résolution.
  - Assurer un support aux utilisateurs.
  - Détecter les besoins de formation (et les faire remonter à la DSI).
- **Assure une assistance logicielle de 1er niveau**
  - Assurer l'accompagnement des utilisateurs, dans le déploiement des nouveaux logiciels.
  - Identifier les incidents sur les logiciels métiers et assister les utilisateurs dans leur résolution.
  - Assurer la liaison avec le Département assistance à maîtrise d'ouvrage (AMOA), conduite de projet et support applicatif pour la résolution des problèmes majeurs.

## Conditions particulières d'exercice

Disponibilité,
Déplacements en régions, voire au niveau national sont à prévoir,
Mise à disposition d'un véhicule, d'un ordinateur portable et d'un téléphone mobile.

## Profil attendu

| | |
|---|---|
| **Connaissances** | Connaissance des principaux services DNS, DHCP et Active Directory des serveurs Microsoft 2008 R2/2012.<br>Connaissance des méthodes de déploiement de masters : création et modification des images Windows personnalisées.<br>Connaissance du poste de travail sous Windows 7/10.<br>Connaissances générales sur la gestion des serveurs (Windows 2008 et 2012) et du réseau.<br>Connaissances solides sur les systèmes d'exploitation des PC, Tablettes, Smartphones.<br>Connaissances de l'architecture physique des PC.<br>Connaissances solides sur les logiciels bureautiques (suite bureautique, messagerie, agenda, etc.).<br>Anglais technique. |
| **Savoir faire** | Savoir diagnostiquer et traiter les dysfonctionnements.<br>Savoir communiquer et faire preuve de pédagogie.<br>Respecter les délais et les procédures.<br>Savoir rédiger des procédures.<br>S'adapter aux évolutions technologiques.<br>Travailler de façon autonome dans un cadre défini et rendre compte.<br>Expériences sur l'administration de Windows server 200X et de l'Active Directory indispensable.<br>Savoir travailler en mode projet.<br>Garantir au niveau local la PSSI de l'établissement, sur les aspects procédures et sur les aspects techniques de la sécurité.<br>Maîtriser ISO 20000. |
| **Savoir-être** | Qualités relationnelles, sens de l'écoute et du dialogue, disponibilité, réactivité.<br>Sens du travail en équipe et des relations avec les utilisateurs, les prestataires et les éditeurs.<br>Avoir la culture du « Service Client ». |

**Diplômes et expérience**

Le candidat devra posséder une formation initiale en informatique de type Licence informatique, réseau (Niveau II).
Une connaissance du fonctionnement du monde de la recherche et du domaine de la police serait appréciée.
Une expérience dans l'assistance aux utilisateurs est demandée.

## Contact et modalités pour déposer une candidature

**Pour obtenir des renseignements sur le poste**

M. Thierry THOMAS - Directeur des systèmes d'information, par téléphone au 01.30.46.60.81 ou par courriel à thierry.thomas@oncfs.gouv.fr
ou
M. Frédéric DEJ, Responsable du Département assistance et support aux utilisateurs, par téléphone au 04.74.98.31.90 ou par courriel à frederic.dej@oncfs.gouv

**Pour candidater**

Les personnes intéressées devront adresser, en indiquant le numéro du présent avis, leur candidature **au plus tard le 22 août 2017** - terme de rigueur -, selon les cas :

- en **interne**, à l'aide de l'imprimé spécifique disponible sur intranet,
ou
- en **externe**, par lettre de motivation (avec curriculum vitae détaillé et les trois derniers comptes-rendus d'entretien professionnel pour les personnels de droit public).

**Ces documents sont à envoyer à l'adresse : recrutement@oncfs.gouv.fr**
Sous le timbre suivant : Monsieur le Directeur Général de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage
Direction des Ressources Humaines - 85 bis, avenue de Wagram - 75017 PARIS.

**ONCFS**
**Avis N° 17-36-DRH** **24/07/2017**

**AVIS DE VACANCE D'EMPLOI A POURVOIR à partir du 1er septembre 2017**
**A pourvoir en position normale d'activité ou détachement**
**Poste ouvert aux contractuels sous quasi-statut**

| | |
|---|---|
| **Catégorie :** | Catégorie A |
| **Fonction** : | Directeur(trice) des ressources humaines adjoint(e) (F/H) |
| **Affectation** : | Direction des ressources humaines |
| **Résidence administrative :** | Paris 17ème - Non logé |

***La politique des ressources humaines de l'ONCFS***
***vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non discrimination et de diversité.***

## Contexte

L'ONCFS est un établissement public sous tutelle du ministère de l'environnement doté d'une double compétence de police et de préservation de la biodiversité.
Son effectif est de 1500 agents, sous différents statuts, titulaires et non titulaires, sa masse salariale s'élève à 95 millions d'euros.
La direction des ressources humaines, en pleine restructuration, est composée de 3 départements : gestion, formation et qualité de vie au travail. Son effectif sera stabilisé, en 2018, à 37 agents. Les équipes de la DRH sont située sur 3 sites distinctes ( Paris 17, Saint Benoit (78), Dry (45)

Le(a) DRH adjoint(e) seconde et assiste la Directrice des ressources humaines pour l'animation de la Direction et contribue à définir, à piloter et à mettre en œuvre la politique et les orientations en matière de ressources humaines conformément au projet d'établissement.

## Description de l'emploi

Le cadre recherché est placé sous la responsabilité de la Directrice des ressources humaines.

### Activités principales

- **Appui à l'animation et au pilotage stratégique**
  - ☞ Contribuer à **la définition,** à **l'animation et à la mise en œuvre** de la politique de la Direction des ressources humaines **dans une démarche d'accompagnement et de changement**

    - *Animer et sécuriser **la gestion administrative et financière** des ressources humaines en accompagnant notamment le **rapatriement de la gestion des rémunérations et des charges** dans le champ de compétences de la DRH*
    - *assurer l'interface avec la direction **fi**nancière pour la p**réparation et suivi budgétaire** (tableaux de bords de suivi des effectifs et de la masse salariale)*
    - *Coordonner, harmoniser les procédures de gestion pour tous les fonctionnaires issues de différents corps de l'Etat et des autres fonctions publiques.*

  - ☞ **Encadrer le déploiement du futur SIRH,** du choix de l'outil jusqu'à son appropriation par les agents basés sur 3 sites distincts

- ☞ **Participer au dialogue social : organisation et/ou animation des réunions et des instances** (CHSCT, groupe de travail, CT, commissions paritaires,…
- ☞ Préparer et diffuser **des instructions** aux services
- ☞ **Assurer l'interface,** avec les autres Directions, fonctionnelles comme opérationnelles, de l'établissement

➢ **Expertise, représentation, communication**

- ☞ **Assurer l'intérim** de la Directrice des ressources humaines, la coordination à distance des 3 sites de la DRH
- ☞ **Assurer expertise et conseil** auprès de la Directrice des ressources humaines et auprès des différents services de l'établissement (et en tant que de besoin des partenaires institutionnels, les tutelles ministérielles (MTES et MAAF notamment), plus particulièrement sur **la gestion administrative et la paie, les outils de pilotage et les systèmes d'information RH**
- ☞ **Gérer des affaires réservées ou des projets spécifiques** nécessitant une expertise pointue
- ☞ **Valoriser les activités** de la DRH et **piloter l'élaboration des documents de communication et rapports** de la Direction (notamment le bilan social et le rapport d'activité)
- ☞ **Participer à l'acquisition et à la diffusion des connaissances** (coordination de réseaux, animation d'observatoires, actions de formation).

## Profil attendu

Le profil recherché est celui **d'un cadre impérativement expérimenté dans le domaine des ressources humaines acquise en établissement ou service public, avec une bonne connaissance des procédures de gestion des personnels, carrières et paie** ainsi qu'une maitrise et un goût prononcé pour l'informatique (logiciel RH et bureautique)

Une expérience en matière déploiement de SIRH serait très appréciée.

Des compétences managériales, des qualités relationnelles et rédactionnelles et de l'autonomie professionnelle sont indispensables.

Des déplacements réguliers entre les 2 sites (Paris 17 et Saint Benoit 78) sont à prévoir.

## Diplôme

Le candidat doit disposer d'une formation universitaire et d'un diplôme de niveau I ou II en droit, économie, gestion, …

## Contact et modalités pour déposer une candidature

**Pour obtenir des renseignements sur le poste**
Catherine ISSAKIDIS – Directrice des ressources humaines, par téléphone au 01.44.15.51.10 ou par courriel à catherine.issakidis@oncfs.gouv.fr

**Pour candidater**
Les personnes intéressées devront adresser, en indiquant le numéro du présent avis, leur candidature **au plus tard le 25 aout 2017** - terme de rigueur -, par lettre de motivation (avec curriculum vitae détaillé et les trois derniers comptes-rendus d'entretien professionnel pour les personnels de droit public).

**Ces documents sont à envoyer à l'adresse : recrutement@oncfs.gouv.fr**
Sous le timbre suivant : Monsieur le Directeur Général de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage
Direction des Ressources Humaines - 85 bis, avenue de Wagram - 75017 PARIS.

**ONCFS** **25/07/2017**
**Avis n°17-56-DRH**

**AVIS DE VACANCE D'EMPLOI, à pourvoir au 1er janvier 2018**
**A pourvoir par voie interne ou externe, en position normale d'activité**

| | |
|---|---|
| **Catégorie :** | Catégorie A |
| **Fonction :** | Adjoint du chef de département sur les volets administratifs et budgétaires (H/F) |
| **Affectation :** | Direction des ressources humaines – Département formation |
| **Résidence administrative :** | Dry (45) |

***La politique des ressources humaines de l'ONCFS***
***vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non discrimination et de diversité.***

## Contexte

L'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) est un établissement public administratif de l'Etat dont les missions sont fixées par la loi et peuvent être consultées sur son site internet : http://www.oncfs.gouv.fr

L'Office est organisé en services à compétence nationale (les Directions) et territoriale (les Délégations régionales ou interrégionales).

La Direction des ressources humaines, en pleine restructuration, avec un effectif qui sera stabilisé, en 2018, à 37 agents, est composée de 3 grands départements :
- Le Département gestion
- Le Département qualité de vie au travail
- Le Département formation (Situé au Centre de formation, implanté sur le site du Bouchet (45370 DRY) à 20 km au sud ouest d'Orléans).

Ce dernier Département compte 15 personnes :
- 9 appartiennent à l'équipe administrative,
- 3 ouvriers professionnels sont chargés de l'hébergement et de la restauration,
- 1 chef d'équipe et 2 ouvriers professionnels sont en charge du domaine et des infrastructures.

La politique de formation s'intègre dans les plans définis par la Fonction publique et le Ministère en charge de l'Ecologie, la Direction de l'ONCFS, notamment la DRH, et dans le respect du contrat d'objectifs.
Elle vise tant le développement des compétences face aux nouveaux enjeux que l'optimisation des parcours professionnels.

Dans ce cadre, le Département formation assure le pilotage et la gestion de toutes les formations de l'ONCFS, la conception, la programmation, la réalisation et l'évaluation des formations individuelles et collectives.

## Description de l'emploi

Au sein du Département formation, sous l'autorité du Chef du département, l'Adjoint(e) du chef de département, sur les volets administratifs et budgétaires apporte conseil, supervision et appui dans la gestion du Centre et contribue à sa modernisation et son développement.

## Activités principales

➢ **Apporter un appui à l'animation et au pilotage de l'équipe et assurer le cas échéant l'intérim du Chef de département**

➢ **Gestion administrative du Département formation (organisation et processus)**

- Apporter un appui au Chef du département en matière de planification, organisation et suivi des activités telles que la programmation annuelle des formations, son évolution, le contrôle et l'analyse des données formation saisies sur le SIRH, le pilotage des requêtes et bilans sociaux et autres bases de données pour la DRH et autres services, l'évolution des outils de suivi des autres activités.
- S'assurer de la cohérence des pratiques.
- Procéder à la mise à jour des modes opératoires et procédures.
- Accompagner l'équipe dans la recherche de solutions de simplification et d'amélioration.
- Contribue à l'animation des réunions d'équipe.

➢ **Gestion budgétaire du Département formation**

- Participer, dans le cadre de la GBCP, avec le Chef du département et la gestionnaire budgétaire du centre à l'élaboration et au suivi des budgets.
- Contribuer au pilotage des crédits.
- Participer au dialogue de gestion et aux relations avec la Direction des affaires financières.
- Contribuer à l'élaboration des documents de la DRH : plans formation, rapport d'activité, bilan social…
- Etre le référent achat pour le Département.

➢ **Modernisation du département formation**

- Assurer un rôle de Chef de projet, en relation avec le Chef du département et la DSI, dans le processus de modernisation du Département, l'élaboration du cahier des charges en vue de la mise en place d'un outil de gestion de la formation du Centre, la participation au choix de la solution et la supervision et l'accompagnement de son déploiement auprès des équipes.
- Apporter son concours au Chef du département dans le projet de déploiement du Centre de formation à distance du Département (préparation et rédaction du cahier des charges, choix des solutions) et accompagner la mise en œuvre.

➢ **Appui pour les dossiers transversaux**

- Participer à la réflexion générale sur la formation avec l'équipe d'encadrement (document d'orientation de la formation, plan de formation annuel…).
- Apporter sa contribution à la mise en œuvre de la politique de formation de l'établissement.
- Participer à l'ensemble des activités du Département et y apporter son concours.
- Participer à la promotion de l'image de marque du Centre et à l'organisation de manifestations réalisées sur le site.
- Contribuer à la mise en ligne d'informations et leurs mises à jour (newsletter, intranet…).
- Assurer une veille réglementaire, technique, juridique et prospective.
- Apporter son concours à la valorisation du Centre de ressources.

## Conditions particulières d'exercice

Règles de confidentialité à respecter.
Quelques déplacements possibles dans l'année.

## Profil attendu

Le profil recherché est celui **d'un cadre impérativement expérimenté dans le domaine du management des ressources humaines acquise en établissement ou service public et plus particulièrement en matière de gestion de la formation. avec une bonne connaissance des procédures de finances publiques (règles budgétaires et comptables) et marchés publics,** ainsi qu'une maitrise et un goût prononcé pour l'informatique (logiciels RH et bureautiques).

Des compétences en gestion administrative et budgétaire, idéalement acquises dans le secteur public sont indispensables.

Des compétences managériales, des qualités relationnelles et rédactionnelles sont nécessaires.

Des compétences en management transversal et de projet sont attendues.

## Diplôme

Le candidat doit disposer d'une formation initiale de niveau I (type Master II, Bac+5) dans le domaine des ressources humaines, de la gestion de la formation.

## Contact et modalités pour déposer une candidature

**Pour obtenir des renseignements sur le poste**
Monsieur Patrice MANCHION, Chef du département formation, par téléphone au 02.38.45.99.68 ou par courriel à patrice.manchion@oncfs.gouv.fr

**Pour candidater**
Les personnes intéressées devront adresser, en indiquant le numéro du présent avis, leur **candidature au plus tard le 15 septembre 2017** - terme de rigueur -, selon les cas :
- en **interne**, à l'aide de l'imprimé spécifique disponible sur intranet,
ou
- en **externe**, par lettre de motivation (avec curriculum vitae détaillé et les trois derniers comptes-rendus d'entretien professionnel pour les personnels de droit public).

**Ces documents sont à envoyer à l'adresse : recrutement@oncfs.gouv.fr**
Sous le timbre suivant : Monsieur le Directeur Général de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage
Direction des Ressources Humaines - 85 bis, avenue de Wagram - 75017 PARIS.

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

**Ministère de la Transition écologique et solidaire**
**Agence française pour la biodiversité (AFB)**

# AVIS DE VACANCE DE POSTE

**A pourvoir par un fonctionnaire ou un agent en CDI régi par le quasi-statut**

| | |
|---|---|
| **Classification :** | Catégorie A |
| **Fonction** : | **Webmestre éditorial/rédacteur « Valorisation digitale scientifique et technique » (h/f)** |
| **Affectation** : | Direction Recherche, expertise et développement des connaissances - Mission valorisation et documentation |
| **Positionnement hiérarchique :** | Sous la responsabilité du chef de la mission valorisation et documentation |
| **Résidence administrative** : | Montpellier (34000) |
| **Conditions d'emploi :** | Emploi permanent à pourvoir à temps complet |

## Description de l'emploi

**Contexte**

L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une mission communication et d'un secrétariat général.

L'objectif général de la Drec est de piloter et animer les dimensions scientifiques et techniques des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques confiées à l'AFB.

La mission valorisation et documentation est placée en transversal à l'ensemble des entités de la Drec. Elle pilote la politique dédiée à la valorisation à destination des publics professionnels, en appui aux activités de la Drec. La mission définit, conçoit et apporte un appui opérationnel à la réalisation d'outils de valorisation et à leur mise à disposition.

**Description du poste**

**Missions**

- Contribuer à la définition et mettre en œuvre la politique de valorisation sur le Web des ressources scientifiques et techniques produits ou animées par la Drec
- Animer, en étroite relation avec la mission communication (Micom), le groupe de travail transversal sur les « sites techniques », dans le cadre de la stratégie globale web, puis participer à la construction des recommandations concernant la mise en œuvre, par exemple, d'un portail pour les ressources techniques de l'AFB
- Concevoir, coordonner ou réaliser l'animation éditoriale, la rédaction ou l'adaptation des contenus pour le web ainsi que leur intégration, selon les sites concernés

**Activités principales**

**Définition des actions web / digitales**

- Poursuivre l'animation, en étroite relation avec la Micom et en lien avec le département des systèmes d'information (DSI), les réflexions et la mise en place de l'accès sur le web des ressources techniques de l'AFB : réflexions, notes, animation de groupes de travail inter-directions AFB, cahier des charges…
- Veiller à la cohérence et à l'organisation des productions web de la Drec et assurer aussi leur cohérence avec les autres productions et sites de l'établissement (via le portail technique ou autre solution qui sera mise en place)
- Mettre en ligne des contenus (résultats scientifiques, séminaires, pages thématiques, retours d'expériences…) en lien avec les chargés de mission n'animant pas de sites propres
- Conseiller et accompagner les entités de la Drec dans la sensibilisation et l'utilisation des outils pour la valorisation web
- Participer aux instances/réunions de l'établissement sur le sujet dans la mesure où la Drec est impliquée (par ex. le chantier sur l'intranet en cours)
- Participer à la programmation budgétaire de la Drec pour la valorisation digitale

**Gestion des outils informatiques**
- Assurer la gestion fonctionnelle des logiciels supports des outils de valorisation digitale
- Planifier, en lien avec les autres entités, le déroulement des projets éditoriaux digitaux de la Drec

**Productions éditoriales**
- Concevoir, piloter des productions éditoriales Drec pour le web, coordonner des projets éditoriaux, rédiger des contenus
- Veiller à la qualité éditoriale (fond et forme) des productions web de la Drec
- Veiller à la bonne intégration ou intégrer, selon les sites, les contenus textuels et multimédias sur les différents sites de la valorisation gérés par de la direction en assurant la contextualisation des contenus (lien vers un événement, une stratégie de la direction ou de l'établissement, une législation, une politique publique, etc.)
- Apporter un appui fonctionnel pour la gestion des contenus aux rédacteurs web
- Optimiser les contenus existants en vue de leur adaptation au futur web
- Rechercher des informations ou des illustrations
- Veiller au respect des droits d'auteur liés aux contenus publiés

## Relations liées au poste

### Relations internes
- Relations étroites et constantes avec le chef de la mission

Relations très étroites avec l'ensemble de la Drec
- Référent « valorisation digitale » de la Direction pour la mission communication et le département des systèmes d'information, en particulier
- Coordination avec les autres directions sur certains projets digitaux transversaux

### Relations externes
- Relations avec les webmasters éditoriaux des partenaires
- Relations éventuelles avec des prestataires de service

## Profil recherché

Fonctionnaire de catégorie A ou agent en CDI régi par le quasi-statut, de niveau bac + 5 ou équivalent et justifiant d'une expérience conséquente en web éditorial/rédacteur, et dans l'animation et l'organisation de sites web de valorisation/vulgarisation scientifique et technique, en particulier dans le domaine de la biodiversité.

## Compétences et qualités requises

### Connaissances
- Formation, expériences et responsabilités en web-éditorial et stratégie digitale
- Formation scientifique dans le domaine de l'environnement/biodiversité
- Formation ou expérience dans le domaine de la vulgarisation scientifique
- Formation ou expérience sur les techniques rédactionnelles adaptées au web
- Formation ou expérience dans le domaine de l'art graphique
- Connaissance du contexte institutionnel, culturel et professionnel des acteurs de la gestion de la biodiversité

**Savoir-faire opérationnel**

- Produire une valorisation éditoriale pédagogique sur le web : trier, organiser l'information et rédiger pour le web, concevoir des présentations pédagogiques attractives
- Exercer une veille dans le domaine de la valorisation S&T sur le web
- Créer une architecture et du contenu de sites internet
- Recueillir et formaliser les besoins métiers, rédiger les spécifications fonctionnelles détaillées, assurer le suivi opérationnel des projets et coordonner l'ensemble des intervenants, assurer le reporting et un contrôle qualité des projets
- Connaître la conception de sites web, ergonomie, accessibilité et expérience utilisateurs (UX)
- Connaître l'utilisation (intégration) des CMS Open Sources, principalement Drupal 7 et 8, mais aussi Joomia, Wordpress, Ezpublish
- Connaître les langages HTML, CSS, PHP et des bases de données type SQL
- Etre sensible à l'univers du logiciel libre et connaître des outils associés (environnement Linux – Ubuntu et logiciels correspondants
- Maitriser des logiciels de graphisme et traitement des images tels que Photoshp, The Gimp et du montage vidéo
- S'adapter aux évolutions technologiques
- Participer à des projets transversaux et complexes
- Animer une réunion
- Encadrer des prestataires
- Coordonner des équipes métiers en interne ou des prestataires externes (développeurs, graphistes, rédacteurs, hébergeurs, géomaticiens, etc.)

**Savoir-être professionnel**

- Apte au travail en équipe et en réseau
- Méthodique, organisé, rigoureux
- Réactif et proactif aux différents types de projets, métiers et personnalités
- Attentif aux signaux faibles
- Créatif

## Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DREC/WEB/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

**La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 8 septembre 2017**

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

**Ministère de la transition écologique et solidaire**
**Agence française pour la biodiversité (AFB)**

# AVIS DE VACANCE DE POSTE

**A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement**

| | |
|---|---|
| **Classification :** | Catégorie A |
| **Fonction** : | **Chef du service « Affaires européennes et internationales » (h/f)** |
| **Affectation** : | Direction de l'appui aux politiques publiques / Département des stratégies nationales et européennes / Service des affaires européennes et internationales |
| **Positionnement hiérarchique :** | Sous la responsabilité du chef de département « Stratégies nationales et, européennes » |
| **Résidence administrative** : | Vincennes (94) |
| **Conditions d'emploi :** | Emploi permanent |

## Description de l'emploi

**Contexte :**
L'Agence française pour la biodiversité (AFB) créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du ministère de la transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics et aux acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

En matière d'espaces protégés, elle gère notamment les parcs naturels marins et le sanctuaire de mammifères marins Agoa aux Antilles. Elle est opératrice et animatrice de sites Natura 2000 en mer. Les parcs nationaux sont rattachés à l'Agence, des synergies fortes sont mises en place avec eux.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer auxquels s'ajouteront des agents issus du Muséum national d'histoire naturelle, pour former l'UMS PatriNat (AFB-CNRS-MNHN), et de la Fédération des conservatoires botaniques nationaux.

La direction de l'Appui aux politiques publiques apporte un appui à la conception, l'animation et l'évaluation des politiques publiques de la biodiversité, de l'eau et des milieux marins. Son action porte sur la connaissance, la surveillance, la gestion et la diffusion des données, l'appui à l'élaboration et au suivi des politiques publiques et de stratégies telles que la SNB, la protection et la gestion des milieux marins et l'action internationale.
Au sein du département des stratégies nationales et européennes, le service des affaires européennes et internationales, composé de trois agents et d'un chef de service, a les missions suivantes :
- l'appui aux services de l'État pour le développement, la négociation, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques et directives européennes dans le domaine de l'eau, de la biodiversité et des milieux marins ;
- l'appui aux services de l'État pour la négociation et la mise en œuvre des conventions transfrontalières, régionales et internationales, ainsi que pour l'évaluation de la contribution de la France à ces conventions ;
- le renforcement de la présence française en Europe et à l'International, le développement de partenariats, l'inscription dans les réseaux et initiatives structurantes ;

- le développement de projets et renforcement de capacités pour la coopération européenne et internationale.
Ces missions s'appuient sur la mobilisation d'une expertise interne et externe à l'AFB. L'action internationale de l'AFB repose également, pour une période transitoire, sur un « conseiller international » placé auprès du directeur de l'appui aux politiques publiques.

**Description du poste**

**Mission :**
Le/la chef de service « Affaires européennes et internationales » est responsable de la définition et de la mise en œuvre de la stratégie de l'AFB en matière d'affaires européennes et internationales et de la gestion du service associé. Il/elle définit et coordonne l'action de l'AFB en Europe et à l'International, en lien avec les correspondants Europe et International des autres directions.

*En outre, le/la chef de service sera par ailleurs référent(e) du service pour de l'un des thèmes suivant : océans, milieux aquatiques ou changement climatique, ainsi que dans l'un des domaines suivants : « Europe » ou « grand international ». Il/elle appuiera les chargés de mission qui auraient à agir dans ces thématiques et domaines. Le choix de la thématique et du domaine de référence sera effectué en* ***fonction du profil du/de la candidat(e).***

**Activités principales** :
Animer et coordonner le service et notamment :

- Organiser le travail d'équipe en mode matriciel (référents par thème et par mission) et en mode projet

- Contribuer à la définition de la stratégie du département et au contrat d'objectif de l'établissement, en lien avec toutes les directions et départements concernés et avec le conseiller international

- Entretenir des relations étroites avec les services centraux du MTES et avec les autres acteurs (MAE, AFD, FFEM, Agences de l'eau, etc.), dans le cadre de l'exercice des mis-sions du service et de la construction de son programme de travail

- Mettre en œuvre les priorités du service, en fonctionnement transversal avec les entités de l'AFB concernées (directions métier, directions régionales et inter-régionales, conseiller international, etc.) et en mobilisant les agents rattachés fonctionnellement au service, et en rendre compte au chef de département

- Développer l'activité du service selon les besoins des services de l'État et la stratégie de l'établissement

-Représenter l'AFB auprès de partenaires dans le champ de compétences du service

*Dans la thématique et le domaine spécifiquement pris en charge, il s'agira d'élaborer la stratégie et de coordonner l'action de l'AFB en la matière, notamment en ce qui concerne l'appui aux services de l'État et la mise en place des partenariats ; des déplacements fréquents sont à prévoir en lien avec ces activités.*

## Relations liées au poste

### Relations internes
- Service Appui aux stratégies nationales (SNB)
- Département des milieux marins (stratégies et politiques marines, DCSMM)
- Département des systèmes d'observation et du numérique (évaluation)
- Direction de la recherche, de l'expertise et du développement des compétences
- Direction de la communication et de la mobilisation citoyenne
- Secrétariat général

### Relations externes
- MTES/DGALN/DEB et MTES/DAEI, MESR, MAE
- Partenaires européens et internationaux
- AFD, FFEM

## Profil recherché

Fonctionnaire de catégorie A justifiant d'une expérience concrète des relations internationales dans un cadre bilatéral, européen ou multilatéral (par ex. participation, au sein de la délégation française, aux travaux communautaires ou à des organisations internationales).

## Compétences et qualités requises

### Connaissances

- Politiques européennes et internationales de l'eau, de la biodiversité et du milieu marin
- Institutions européennes et conventions régionales et internationales
- Connaissances approfondies en lien avec l'une des thématiques (océans, milieux aquatiques, changement climatique) et l'un des domaines (Europe, grand international) susmentionnés, tant en termes d'enjeux que d'acteurs
- Anglais professionnel de très bon niveau
- Autre langue européenne souhaitée

### Savoir-faire opérationnel

- Animer une équipe, travailler en mode projet et contribuer à des réseaux d'acteurs
- Concevoir et déployer une stratégie
- Développer et entretenir des relations professionnelles avec des acteurs diversifiés en contexte multiculturel
- Gérer un budget
- Identifier les risques et les opportunités sur un projet
- Communiquer à l'écrit et à l'oral en français et en anglais
- Travailler en temps contraint

### Savoir-être professionnel

- Diplomate
- Dynamique
- Organisé
- Sociable
- Stratège

## Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DAPP/AEI/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

**La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 15 septembre 2017**

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

**Ministère de la transition écologique et solidaire**
**Agence française pour la biodiversité (AFB)**

# AVIS DE VACANCE DE POSTE

**A pourvoir par un fonctionnaire ou agent en CDI régi par le quasi-statut**

| | |
|---|---|
| **Classification :** | Catégorie A |
| **Fonction** : | **Chargé de mission « Stratégie Nationale Biodiversité » (h/f)** |
| **Affectation** : | Direction de l'appui aux politiques publiques / Département des stratégies nationales et européennes / Service « Appui aux stratégies nationales |
| **Positionnement hiérarchique :** | Sous la responsabilité du chef de service |
| **Résidence administrative** : | Montpellier (34) |
| **Conditions d'emploi :** | Emploi permanent |

## Description de l'emploi

**Contexte :**
L'Agence française pour la biodiversité (AFB) créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du ministère de la transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics et aux acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

En matière d'espaces protégés, elle gère notamment les parcs naturels marins et le sanctuaire de mammifères marins Agoa aux Antilles. Elle est opératrice et animatrice de sites Natura 2000 en mer. Les parcs nationaux sont rattachés à l'Agence, des synergies fortes sont mises en place avec eux.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer auxquels s'ajouteront des agents issus du Muséum national d'histoire naturelle, pour former l'UMS PatriNat (AFB-CNRS-MNHN), et de la Fédération des conservatoires botaniques nationaux.

Elle vient en particulier en appui du ministère dans la mise en œuvre, l'évaluation et l'élaboration de la stratégie nationale pour la biodiversité (SNB).
Le département stratégies nationales et européennes et, en son sein, le service appui aux stratégies nationales sont chargés de cet appui ; il coordonne la politique de l'établissement sur le sujet et s'assure de la mise en œuvre des objectifs fixés avec le ministère.

**Description du poste**

**Mission :**
Le/a chargé de mission agit pour la mise en œuvre de la stratégie nationale pour la biodiversité élaborée par le ministère en charge de l'écologie :
- Appui à la réalisation des orientations et objectifs de la stratégie actuelle (2011/2020)
- Accompagnement à la mise en place des stratégies régionales de biodiversité par les conseils régionaux
- Refonte du dispositif d'engagement des acteurs

- Animation et valorisation du réseau des acteurs engagés
Ces activités s'inscrivent dans la volonté inscrite dans la feuille de route de l'AFB, de relancer cette stratégie, d'en établir le bilan au niveau national, européen et international et de préparer la troisième stratégie.

Cette mission devra répondre à un enjeu important de mobilisation interne alors que la SNB est à la fois structurante pour l'AFB mais également peu connue et utilisée à sa création. Pour cela, le chargé de mission pourra s'appuyer sur une organisation en mode projet et un travail transversal avec l'ensemble des agents concernés de l'établissement.

En externe, les missions s'inscriront dans une relation étroite avec les services du ministère en charge du pilotage de la stratégie et dans le cadre de la gouvernance du comité national de la biodiversité et de ses différentes commissions.

**Activités principales** :

***Mise en œuvre de la SNB :***
- Coordination de l'appui au ministère sur la SNB et à l'animation du comité national de la biodiversité.
- Contribution à l'élaboration de propositions en matière de politiques publiques dans le domaine de la biodiversité ou qui peuvent avoir un impact sur celle-ci, pour la mise en œuvre des orientations et objectifs de la SNB.
- Identification des besoins pour la mise en place de partenariats, projets ou d'actions pilotes de niveau national concernant ces politiques.
- Contribution à la démarche de bilan et d'évaluation sur la SNB, conduite par le service.
- Pilotage du projet interne de mobilisation sur la mise en œuvre de la SNB et l'élaboration de la suivante.

***Elaboration de la prochaine SNB :***
- Contribution à l'élaboration de la troisième stratégie : propositions méthodologiques, organisationnelles et rédactionnelles, conduite d'actions confiées par le ministère.
Appui aux démarches territoriales :
- Coordination des travaux d'accompagnement par l'AFB des démarches de planification territoriale au niveau régional : SRB dans le cadre des SRADDET.
- Contribution aux démarches de planification dans le domaine de l'eau et des milieux marins en appui aux agents référents.

***De façon générale :***
- Mise en place et pilotage d'évènements en lien avec la SNB : séminaire, ateliers… ou contribution à ceux-ci.
- Mise en place et gestion des prestations et partenariats nécessaires.
- Mise en place d'une relation de travail étroite et de confiance avec le ministère de l'écologie / DEB.
- Rencontre des membres du comité national biodiversité et d'autres types d'acteurs pertinents.
- Insertion dans les dynamiques et réseaux existants pour y porter les enjeux de l'AFB.

## Relations liées au poste

### Relations internes
- Service Appui aux stratégies nationales
- Service programmes et partenariats nationaux (relations avec les acteurs économiques, associatifs et les collectivités)
- Département des milieux marins (mer et SNB)
- Département partenariats dans les territoires (SRB et contribution des collectivités locales à la SNB)
- Directions régionales (mobilisation des acteurs : ARB, et accompagnement politiques régionales)
- Direction de la recherche, de l'expertise et du développement des compétences (études, valorisation, expertise, centres de ressources/formation)
- Direction de la communication et mobilisation citoyenne (valorisation, diffusion, évènementiel)

### Relations externes
- MEEM/DGALN/DEB
- Les membres du comité national biodiversité et des commissions, notamment « politiques nationales »
- Les acteurs engagés dans la SNB et ceux qui pourraient s'engager
- Les porteurs de politiques ou projets pilotes
- Les porteurs de dispositifs d'engagement similaires ou proches (MEEM/CGDD, Natureparif, etc.)
- Les bureaux d'études et prestataires

## Profil recherché

Fonctionnaire de catégorie A ou agent en CDI régi par le quasi-statut, niveau bac+5 master en écologie ou ingénieur en environnement, avec formation également en sciences humaines et sociales.
Expérience souhaitée de 5 ans dans les politiques publiques sur la biodiversité.

## Compétences et qualités requises

**Connaissances**
- Stratégie nationale pour la biodiversité et politiques publiques de biodiversité
- Enjeux de la préservation de la biodiversité et des écosystèmes
- Acteurs publics et privés des politiques publiques de biodiversité
- Connaissance des dispositifs d'engagements sur l'environnement et de leurs réseaux, y compris ci citoyens
- Fonctionnement des établissements publics

**Savoir-faire opérationnel**
- Animer des réunions, des groupes de travail, des réseaux
- Piloter en mode projet
- Développer et maintenir des relations professionnelles avec des acteurs diversifiés
- Proposer des solutions et préparer la décision
- Communiquer à l'écrit et à l'oral de manière claire et percutante
- Rédiger des comptes rendus, des synthèses, des analyses
- Mettre en œuvre des partenariats et des marchés publics
- Maîtriser l'outil informatique

**Savoir-être professionnel**
- Capacité d'analyse et de proposition
- Synthétique
- Créatif/innovant
- Dynamique
- Rigoureux
- Sociable

## Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DAPP/SNB/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

**La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 15 septembre 2017**

**Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE)**
2 rue André Pascal, 75775 Paris Cedex 16
**Direction des échanges et de l'agriculture**

**Économiste - Analyste des politiques publiques (H/F)**

**Catégorie A+/A**

**Mise à disposition**

Niveau de parcours classement professionnel : 2

Poste vacant

| | |
|---|---|
| MISSION DE LA STRUCTURE | L'OCDE est une organisation internationale regroupant 35 pays dont la France. Elle fournit des données statistiques, réalise des analyses économiques, compare les politiques et formule des recommandations sur les meilleures politiques à mener. L'OCDE occupe une place importante dans le débat économique et politique : les discussions qui y sont menées préfigurent souvent le contenu des négociations internationales et peuvent appuyer les évolutions réglementaires nationales.<br>La direction des échanges et de l'agriculture traite de l'agriculture sous tous ses angles clés, notamment l'analyse des politiques et des marchés agricoles, des échanges commerciaux, du développement et de l'environnement. Les travaux de cette direction visent à définir des politiques agricoles qui permettent d'atteindre les objectifs nationaux de manière efficace, efficiente et durable sans créer plus de distorsions sur les échanges que nécessaire. |
| OBJECTIF DU POSTE | L'économiste recruté(e) sera affecté(e) dans la division des politiques des ressources naturelles de la direction des échanges et de l'agriculture de l'OCDE.<br>En fonction de son profil et de ses compétences, il/elle sera chargé(e) de mener des analyses portant majoritairement sur des domaines stratégiques d'intérêt commun entre l'OCDE et le MAAF, en mettant à profit son champ d'expertise reconnu. |
| MISSIONS | Au sein de la division des politiques des ressources naturelles, le/la titulaire du poste :<br>• mènera des analyses des politiques agricoles en cohérence avec le programme de travail de la direction des échanges et de l'agriculture et en tenant compte des orientations stratégiques conjointement identifiées par le MAAF et l'OCDE ;<br>• contribuera notamment à l'une des activités suivantes :<br>a. L'évaluation de l'impact environnemental des politiques agricoles. L'OCDE a entrepris un travail d'analyse des conséquences des politiques agricoles sur l'environnement, au-delà des seules mesures agro-environnementales. L'ambition de cette étude est d'identifier e de quantifier les effets des politiques agricoles sur l'environnement . Cette activité participe à l'objectif de l'OCDE d'évaluer la cohérence des signaux envoyés par les politiques agricoles aux différents acteurs concernés, notamment quant à leurs effets environnementaux.<br>b. L'examen de l'efficacité économique des politiques d'atténuation du changement climatique concernant l'agriculture. L'objectif du projet est d'identifier les politiques d'atténuation du changement climatique dirigées vers l'agriculture les plus efficaces et de quantifier les impacts, de politiques d'atténuation ambitieuses pour le secteur. Il s'agira notamment de s'intéresser aux risques de fuite de carbone, en tenant compte du rôle de l'innovation. Cette évaluation appuiera les travaux réalisés par la direction de l'agriculture et des échanges sur les risques |

| | |
|---|---|
| | extrêmes auxquels peut être confrontée l'agriculture. Cette activité s'intéressera également au potentiel de captation de carbone par les sols.<br>c. L'évaluation des synergies et arbitrages entre objectifs de croissance de la productivité agricole et objectifs de durabilité environnementale. Cette activité a été initiée par l'OCDE en 2015 avec un focus sur les questions liées au changement climatique, et sera poursuivie dans les années à venir en élargissant la problématique à un plus larges champs d'enjeux environnementaux.<br><br>• participera à tout ou partie des activités suivantes :<br>➢ Intégration des enjeux de durabilité dans le cadre d'analyse sur l'innovation et la productivité durable de l'agriculture. Ce travail viendrait en appui aux actions déjà engagées par l'équipe et pourra porter aussi bien sur le renforcement du cadre d'analyse que sur son application à des pays précis.<br>➢ Travaux associés au rapport annuel de suivi et d'évaluation des politiques agricoles.<br>➢ Réunions de l'organisation portant sur les questions relatives à l'agriculture et à l'environnement, notamment celles du comité de l'agriculture et de ses organes subsidiaires ;<br>➢ Établissement et maintien de contacts réguliers avec les experts, tant au niveau national qu'international, et avec les organisations gouvernementales et non gouvernementales travaillant dans les domaines susmentionnés ;<br>➢ Réunions internationales, en fonction des besoins. |
| PROFIL RECHERCHÉ | **Formation**<br>Diplôme universitaire de niveau supérieur en économie ou en analyse des politiques publiques incluant une dimension économique (si possible doctorat).<br>**Expérience professionnelle**<br>Expérience dans le domaine de la recherche académique (ou doctorat).<br>Expérience professionnelle dans l'administration sur un poste de définition, d'analyse ou de mise en œuvre de politique économique ou agricole.<br>Une expérience professionnelle ou académique portant sur l'une des principales activités identifiées dans la mission du poste serait très appréciée.<br>**Langues**<br>Excellentes capacités de communication écrite et orale en anglais.<br>**Compétences clés**<br>• Excellente aptitude à réaliser des analyses tant quantitatives (modélisation et/ou analyse économétrique) que qualitatives.<br>• Autonomie, respect des délais et esprit d'initiative.<br>• Aptitude à contribuer à des discussions relatives à l'action publique, à établir et à maintenir des contacts avec les experts et spécialistes appropriés aux niveaux national et international.<br>• Très bonne capacité d'organisation et aptitude à gérer efficacement les tâches à effectuer et à contribuer aux travaux des autres administrateurs.<br>• Aptitude à travailler efficacement dans un environnement pluriculturel.<br>• Excellente aptitude à communiquer par écrit et par oral de façon claire et concise. |
| DATE DE PRISE DE | **Dès que possible** |

| | |
|---|---|
| POSTE SOUHAITEE | |
| DURÉE DU POSTE ENVISAGÉE | 2 ans prolongeables 1 an. |
| PERSONNES A CONTACTER | Frédéric MICHEL, Sous-directeur Europe,<br>MAAF-DGPE-SEI<br>Tél. : + 33 (0)1 49 55 45 57 Mél. : frederic.michel4@agriculture.gouv.fr<br><br>Andrée SONTOT, Cheffe du bureau des négociations commerciales.<br>MAAF-DGPE-SEI-SDE<br>Tél. : + 33 (0)1 49 55 45 30 Mél. : andree.sontot@agriculture.gouv.fr<br><br>Simon BORDENAVE, Chargé de mission OCDE, bureau des négociations commerciales.<br>MAAF-DGPE-SEI-SDE<br>Tél. : +33 (0)1 49 55 45 06 Mél. : simon.bordenave@agriculture.gouv.fr<br><br>Une copie du dossier de candidature est à adresser à la DGPE-SEI à Clément de Carheil :<br>Mél : clement.de-carheil@agriculture.gouv.fr |

Conservatoire du littoral

# FICHE DE POSTE

## Le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres recrute son délégué de rivages pour la délégation Manche Mer du Nord (H/F)

**Le Conservatoire du littoral**, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, aménage et confie en gestion des espaces fonciers du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent ainsi que leur richesse écologique et patrimoniale, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui près de 200 000 ha situés sur le littoral, dont la moitié en pleine propriété. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel », est d'acquérir 240 000 ha en métropole et 70 000 ha outre-mer. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Pour réaliser ses missions, le Conservatoire emploie actuellement environ 180 agents, fonctionnaires ou contractuels, au siège à Rochefort et dans les dix « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et outre mer). Ces délégations, qui constituent les services déconcentrés de l'établissement, sont chargées, conformément aux orientations nationales, de négocier l'acquisition des terrains, d'assurer la maîtrise d'ouvrage de travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en suivre la gestion.

La délégation Manche Mer du Nord est basée à Wimereux (62) comprend 10 agents et intervient sur les départements de la Somme, du Pas-de-Calais et du Nord.

### Description du poste à pourvoir

Le délégué de rivages représente l'établissement au niveau territorial. Il assure le pilotage et l'animation de l'équipe et de la délégation composée, outre le délégué, de huit agents et d'un délégué adjoint.

En matière d'intervention foncière, il met en œuvre la stratégie d'intervention du Conservatoire en lien avec les administrations et collectivités concernées. Il prépare les décisions soumises pour avis au Conseil de Rivages, instance de consultation mise en place au niveau local, et pour validation au Conseil d'Administration de l'établissement.

Il a la responsabilité des négociations foncières et des procédures d'acquisition, ainsi que du suivi des contentieux, en relation avec la direction de l'action foncière et des systèmes d'information ainsi qu'avec la direction de l'établissement.

En matière de restauration et d'aménagement, en liaison avec les services nationaux du Conservatoire (direction de la gestion patrimoniale et secrétariat général), il a en charge la programmation des travaux de réhabilitation, de remise en état, d'aménagement et d'accueil du public sur les sites, en application des plans de gestion concertés avec les gestionnaires et les usagers.

En matière d'ingénierie de gestion, en relation avec les gestionnaires et les usagers et en liaison avec les services nationaux du Conservatoire, il assure le contrôle et le suivi de la gestion et participe à son évaluation (bilans écologiques et patrimoniaux, suivi des indicateurs du contrat d'objectifs et de performance…). Il organise et anime les différentes instances de concertation locale (comités locaux et départementaux de gestion des sites, comités de pilotage et de suivi des études et plans de gestion, etc.).

En matière administrative, il assure la programmation budgétaire et supervise l'exécution financière en lien étroit avec la direction et le secrétariat général.

Il participe en outre, aux démarches régionales et locales pour la connaissance et la gestion intégrée du littoral (documents de planification, observatoire du littoral, gestion intégrée de la zone côtière, …).

Par ailleurs, il met en place des actions locales de communication, assure les relations avec les médias, anime et développe les partenariats locaux, négocie les concours financiers complémentaires en matière d'acquisition, de travaux ou de fonctionnement. Il s'implique dans les échanges entre délégations et peut être amené à participer à des groupes de travail nationaux, et à assurer, au besoin, des fonctions de chef de projet.

Enfin, il représente l'établissement au niveau territorial sur le plan institutionnel auprès des collectivités territoriales, établissements publics et administrations.

**Description des compétences**

- Connaissances en matière de politiques publiques d'environnement, d'aménagement du territoire et de politique foncière
- Capacités managériales et qualités relationnelles
- Capacités d'organisation et de prospective
- Aisance pour la prise de parole en public et l'animation de réunions
- Aptitudes au travail en équipe et en réseau
- Aptitudes à la négociation et à la conduite de projet
- Expérience en droit public, gestion administrative et financière
- Expérience comportant une responsabilité managériale

Le poste nécessite des déplacements fréquents ainsi qu'une importante disponibilité horaire.

**Relations hiérarchiques et fonctionnelles**

Le délégué de rivages est placé sous l'autorité de la directrice du Conservatoire du littoral.
Il est en relation fonctionnelle avec l'équipe de direction et les services nationaux du Conservatoire.

**Caractéristiques des postes**

Poste de catégorie A ou A+, fonctionnaire en détachement ou agent contractuel déjà en CDI notamment en CDI « quasi-statut ».
Les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

**Lieu d'affectation et date de prise de fonction**

Le poste est à pourvoir **le plus tôt possible.** Il est localisé à la délégation Manche Mer du Nord du Conservatoire du littoral située à Wimereux (62).

**Renseignements sur le poste**

Emmanuelle TERNY, responsable SRH, Tel 05 46 84 72 67
courriel : e.terny@conservatoire-du-littoral.fr

**Dépôt des candidatures**

Les dossiers de candidature (CV+ lettre de motivation), accompagnés du dernier arrêté de situation administrative pour les fonctionnaires, sont à adresser **au plus tard le 15 août 2017, délai de rigueur.** :

***Soit par courrier à*** :
Madame la directrice du Conservatoire du littoral
Corderie Royale - CS 10137 - 17306 Rochefort cedex
Tél. 05 46 84 72 50

***Soit en ligne*** :
www.conservatoire-du-littoral.fr - Rubrique offres d'emploi